Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

# Rapport annuel de la FEMIP 2013

# Sommaire


**2** Message du vice-président

**4** Vue d'ensemble
- **6** Des efforts de financement soutenus à l'appui du développement économique et social
- **10** En bref
- **12** Défis et perspectives macroéconomiques

**16** L'offre de la BEI-FEMIP
- **17** Instruments financiers et services de conseil
- **18** Mécanismes de financement
- **20** Le Fonds fiduciaire de la FEMIP, ou comment accroître la valeur ajoutée operationnelle

**22** L'activité en 2013
- **23** Conférences et ateliers
- **26** Partenariats
- **32** Projets et secteurs d'investissement

**42** Impact sur le développement
- **43** Impact des activités de la BEI-FEMIP sur le développement socioéconomique

**46** Organisation et personnel
- **47** L'équipe BEI-FEMIP
- **48** Les programmes de détachement
- **50** Le programme de stages de la FEMIP

**52** Annexes
- **53** Liste des opérations signées entre le 1ier octobre 2002 et le 31 décembre 2013
- **58** Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance de la BEI-FEMIP au 31 décembre 2013
- **62** Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP au 31 décembre 2013
- **64** Glossaire de termes, acronymes et abréviations


La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution de financement à long terme de l'Union européenne (UE). Ses actionnaires sont les 28 États membres de l'UE.

À l'extérieur de l'UE, la Banque soutient des projets contribuant au développement économique des pays qui ont signé un accord d'association ou de coopération avec l'UE.

# Message
# du vice-président

Au cours des sept dernières années, la BEI a débloqué plus de 10 milliards d'EUR dans le cadre de son mandat de prêt extérieur pour la période 2007-2013 pour financer des infrastructures socioéconomiques, améliorer l'accès du secteur privé au crédit et soutenir l'action en faveur du climat dans les pays partenaires méditerranéens. La BEI est déjà l'un des plus importants bailleurs de fonds de ces pays, mais elle a été appelée à faire encore plus à l'horizon 2020 au titre du mandat renouvelé et d'initiatives nouvelles sur ses ressources propres, illustration de la valeur qu'attache l'Union européenne au travail de la Banque dans la région méditerranéenne.

La feuille de route de la BEI-FEMIP à l'horizon 2020 prévoit ainsi un soutien au développement économique dans les pays partenaires plus étendu et plus intégré. C'est cette nouvelle stratégie qui sous-tend notre plan d'action pour renforcer nos opérations traditionnelles de prêt en mettant davantage l'accent sur les partenariats avec d'autres institutions, sur le panachage de ressources et sur une nouvelle approche des services de conseil. La 13e réunion ministérielle de la FEMIP, qui s'est tenue à Athènes en avril 2014, a avalisé cette feuille de route. La BEI-FEMIP est donc désormais encore mieux équipée pour mettre son expertise sectorielle et son savoir-faire en matière de montages financiers au service des pays partenaires méditerranéens dans le but d'y promouvoir, grâce à des investissements à long terme, une croissance inclusive induite par le secteur privé et conduisant à la création d'emplois.

En 2013, la BEI a non seulement approuvé près de 1,7 milliard d'EUR de prêts, signé de nouvelles opérations pour 600 millions d'EUR et décaissé 1 milliard d'EUR pour des projets en cours, mais elle a aussi continué à développer ses investissements de capital-risque de manière à assurer un soutien diversifié à la région méditerranéenne. Elle a également commencé à mettre en œuvre ses nouvelles initiatives

# La feuille de route à l'horizon 2020

dans le domaine du conseil, qui se fondent sur une démarche plus structurée à l'échelle de secteurs considérés globalement (celui des transports dans un premier temps) et qui associent la mise en place d'un cadre propre à faire émerger des projets bancables à des activités de renforcement de capacités en amont.

La BEI-FEMIP a continué à travailler étroitement avec la Commission européenne, le Service européen d'action extérieure et d'autres institutions pour financer des projets à l'appui des grands objectifs stratégiques de l'UE dans le bassin méditerranéen. Elle s'est en outre attachée à collaborer avec d'autres institutions financières internationales et européennes. Ces partenariats, je le constate, produisent des synergies qui permettent une affectation optimale des ressources.

Je sais que la période qui s'ouvre marquera un tournant pour les pays partenaires méditerranéens dans le sens où ils devront apporter des solutions durables et rationnelles aux nombreux défis auxquels ils sont confrontés. La BEI est prête à soutenir les femmes et les hommes de ces pays – entrepreneurs, serviteurs de l'État, ingénieurs, innovateurs – qui s'emploient à rechercher ces solutions parmi les multiples possibilités qu'offre la région. La Banque va ainsi déployer toute sa force de transformation au bénéfice des pays partenaires à l'heure où ils investissent dans leur avenir, renforçant la valeur ajoutée de ses opérations et leur impact sur le développement.

Philippe de Fontaine Vive

La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution de financement à long terme de l'Union européenne (UE). Ses actionnaires sont les 28 États membres de l'UE.

À l'extérieur de l'UE, la Banque soutient des projets contribuant au développement économique des pays qui ont signé un accord d'association ou de coopération avec l'UE.

Dans le bassin méditerranéen, la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) a pour vocation d'aider les pays partenaires méditerranéens (PPM) à asseoir leur développement et leur croissance. La Banque a deux grandes priorités en matière d'investissement dans la région : créer un environnement favorable à l'investissement et apporter un soutien direct au secteur privé. Elle cherche également à encourager le dialogue entre les partenaires euro-méditerranéens.

## Les pays partenaires méditerranéens :

- Algérie
- Égypte
- Israël
- Jordanie
- Liban
- Libye[1]
- Maroc
- Palestine
- Syrie[2]
- Tunisie

[1] La BEI commencera ses activités en Libye après la signature d'un accord-cadre avec le pays qui est actuellement en cours d'élaboration.
[2] À la suite des sanctions prises par l'UE en novembre 2011, la BEI a suspendu tous les décaissements et les contrats de conseil technique relatifs aux projets en Syrie.

# Vue d'ensemble

# Des efforts de financement soutenus à l'appui **du développement économique et social**

Le maintien de ses efforts de financement tout au long de 2013 a permis à la BEI-FEMIP de franchir le seuil de 5 milliards d'EUR de nouvelles opérations de financement dans la région méditerranéenne depuis 2011. Ces opérations visent à favoriser le développement économique et social et témoignent de la détermination et de la capacité de la BEI-FEMIP à soutenir les efforts des PPM pour atteindre leur potentiel de croissance grâce à des investissements à long terme. Bailleur de fonds de tout premier plan pour le bassin méditerranéen, la BEI-FEMIP conserve une position idéale pour offrir ce soutien, qu'elle entend maintenir à l'horizon 2020.

## Des prêts pour les infrastructures et le secteur privé

En dépit d'un environnement économique et administratif instable dû à l'évolution du processus politique dans certains pays, la BEI-FEMIP a approuvé en 2013 un montant total de près de 1,7 milliard d'EUR, signé 16 opérations pour un montant de 583 millions d'EUR et décaissé 1 milliard d'EUR. En outre, elle a identifié une réserve de projets représentant plus de 2,3 milliards d'EUR pour les deux prochaines années. Comme les années précédentes, les investissements ont concerné en majorité les secteurs des transports et des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En particulier, la BEI-FEMIP a réalisé des investissements clés dans les énergies renouvelables. Elle a également appuyé le développement du secteur privé par l'intermédiaire de prises de participation et de lignes de crédit destinées à stimuler l'activité des petites et moyennes entreprises (PME) méditerranéennes.

En 2013, les signatures se sont réparties à parts globalement égales entre le Maghreb (304 millions d'EUR) et les pays du Proche-Orient (249 millions d'EUR). Un montant de 30 millions d'EUR a de surcroît été consacré à des opérations sur capitaux à risque dans l'ensemble de la région. Le Maroc a reçu 210 millions d'EUR en faveur d'installations de production d'énergie écologiques et des microentreprises et PME (MPME). En Tunisie, l'attention s'est portée sur les infrastructures relatives à l'eau et aux eaux usées, à l'aménagement urbain et à la microfinance. En 2013, l'Égypte est restée le principal bénéficiaire des financements au Proche-Orient, avec un montant total de 187 millions d'EUR pour le transport aérien, la gestion de l'eau et des eaux usées et l'appui aux PME. En Jordanie, la priorité a été donnée au financement de la production d'énergie éolienne et à la promotion des PME. Au Liban et en Palestine, c'est l'accès au financement qui a été privilégié via deux opérations destinées à soutenir des institutions de microfinance.

La coopération permanente de la BEI-FEMIP avec de multiples partenaires a considérablement facilité l'activité de soutien aux projets. La collaboration avec la Commission européenne (CE) a été renforcée au cours de l'année par l'utilisation de ses instruments de panachage de ressources afin d'améliorer diverses opérations. Certaines opérations ont également été menées conjointement avec d'autres agences bilatérales européennes, des institutions financières internationales (IFI) et des institutions européennes de financement du développement (IEFD). En effet, plus de 70 % des opérations signées en 2013 ont été cofinancées avec au moins l'un de ces partenaires, ce qui témoigne de la volonté de la BEI-FEMIP de forger des collaborations productives. À l'avenir, la Banque cherchera à développer ces partenariats de panachage de ressources et de financement avec des bailleurs de fonds européens et non européens, de manière à permettre à la BEI-FEMIP d'offrir à ses clients des montages financiers toujours plus attractifs.

## Une activité de conseil renforcée pour une plus forte valeur ajoutée

Dans le cadre de la BEI-FEMIP, la Banque a mis au point un large éventail de services de conseil qui sont au cœur de la valeur ajoutée de la BEI. Ces services sont conçus pour améliorer l'identification, la préparation et la réalisation de projets dans l'ensemble de la région.

Les services de conseil de la BEI-FEMIP ont été plus utilisés que jamais en 2013 : la somme record de 28 millions d'EUR a été affectée à 22 opérations d'assistance technique. Ces opérations ont été financées via de nombreuses sources, notamment le Fonds d'assistance technique de la FEMIP, le Fonds fiduciaire de la FEMIP et le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord instauré par le partenariat de Deauville.

Certaines de ces opérations relèvent d'une nouvelle stratégie de la Banque pour enrichir son offre de conseil qui consiste à compléter l'assistance technique par des programmes ou initiatives sectoriels de soutien. Elle facilite également les activités plus générales de renforcement des capacités

## Développement des opérations sur capitaux à risques dans la région de la Méditerranée

Depuis la crise financière et le printemps arabe, les besoins en instruments de soutien à l'investissement dans le secteur privé et à la croissance inclusive sont de plus en plus manifestes dans le bassin méditerranéen. Grâce aux fonds de l'UE mis à sa disposition, la BEI-FEMIP a beaucoup investi dans le secteur des PME et, par le biais de ses investissements dans des fonds d'investissement et dans la microfinance, elle joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre des objectifs de l'UE.

En 2013, la BEI-FEMIP a continué de jouer un rôle crucial dans la promotion des opérations sur capitaux à risques dans les PPM, tant du point de vue de l'apport de ressources aux MPME que de celui de l'amélioration des pratiques de financement. L'activité de capital-risque de la BEI-FEMIP a été centrée sur de petites opérations à très forte valeur ajoutée, en particulier des opérations pour créer de nouvelles institutions de microfinance (IMF) bien gérées ou pour permettre à des institutions existantes de s'intégrer pleinement dans le secteur financier local grâce à l'obtention de financements auprès de banques locales. De plus, les lignes de crédit (y compris en monnaie locale) et les opérations sur capitaux à risques ont un effet positif non seulement sur les MPME, ce qui constitue leur principal objectif, mais également sur le bon développement du secteur financier (banques commerciales locales et marché du capital-risque).

Au 31 décembre 2013, le portefeuille actif d'investissements sur capitaux à risques géré par la BEI-FEMIP s'élevait au total à 465 millions d'EUR, répartis entre 41 investissements dans des fonds d'investissement, 10 investissements directs, 11 opérations de microfinance et 231 co-investissements menés avec des intermédiaires locaux. Toutes ces opérations concernent exclusivement le secteur privé.

Pour ce qui est du capital-investissement, la BEI-FEMIP a engagé des ressources dans deux fonds multisectoriels : un fonds régional investissant spécifiquement dans le segment des entreprises de taille intermédiaire, déterminant pour la croissance et pour l'intégration des marchés, et un fonds ciblant des PME au Maroc et dans les pays voisins afin de favoriser la création d'emplois dans la région.

Dans le domaine de la microfinance, la BEI a soutenu quatre IMF en Tunisie, au Maroc, au Liban et en Palestine, contribuant ainsi à la mise en œuvre des objectifs de développement économique et social des mandats de la FEMIP. Ces opérations ont été complétées par des co-investissements au titre du mandat de l'agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID)[3], 53 millions d'EUR au total ayant ainsi été investis dans la région en 2013.

[3] L'agence espagnole de coopération internationale pour le développement travaille en partenariat avec la BEI pour soutenir le secteur privé sur la rive sud de la Méditerranée. Une enveloppe d'un montant maximal de 100 millions d'EUR est déployée dans le cadre de co-investissements dans des opérations de capital-risque. Ce montant doit être utilisé avant 2026.

pour d'autres bénéficiaires dans les secteurs concernés et permet de garantir l'efficacité des services d'assistance technique pour les projets en réserve.

Le Programme de conseil pour le secteur des transports dans les pays voisins du Sud (« SNAP-T »), créé par la BEI grâce à un financement de la Commission européenne via la Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV), s'inscrit dans ce cadre. Il a pour objectif de favoriser le développement économique et la création d'emplois dans les PPM en renforçant la capacité du secteur des transports à hiérarchiser, préparer et réaliser des projets. Il est particulièrement pertinent pour les projets d'infrastructure contribuant à connecter l'UE à ses voisins du Sud, à stimuler le développement et à apporter une réponse aux défis majeurs qui se posent dans le domaine des transports. Le programme sera géré par une équipe spéciale de sept experts depuis le siège de la BEI à Luxembourg et ses bureaux externes.

## La feuille de route à l'horizon 2020

Cette approche innovante pour ce qui est de l'activité de conseil constitue un volet important de la feuille de route de la Banque pour la Méditerranée à l'horizon 2020 adoptée à Athènes en avril 2014 par les ministres des États membres de l'UE et des PPM, lors de la 13e réunion ministérielle de la FEMIP.

La feuille de route réaffirme l'engagement de la Banque à apporter son soutien financier à grande échelle dans la région. Des possibilités d'élargir l'offre de la BEI-FEMIP dans les années à venir y sont par ailleurs présentées dans le contexte de l'adoption du nouveau mandat de prêt extérieur 2014-2020. Il s'agit d'enrichir les activités habituelles de prêt par une offre complète de services de panachage de ressources et de conseil dans le cadre d'une démarche stratégique intégrée, en étroite collaboration avec la CE et d'autres bailleurs de fonds.

Le financement de projets relatifs aux infrastructures socioéconomiques restera au cœur des activités de la Banque dans la région, au même titre que l'appui au développement du secteur privé. Ces opérations seront complétées par de nouvelles initiatives sectorielles, comme celle décrite ci-dessus pour le secteur des transports. Autre volet important de la feuille de route, l'accroissement continu de la participation du secteur privé au financement des infrastructures, par exemple par la mise en place d'opérations de partenariat public-privé (PPP).

La Banque maintiendra également son appui direct au secteur privé par l'intermédiaire de lignes de crédit pour les MPME, de prises de participation et du financement de la microfinance. Elle poursuivra en outre l'action amorcée pour enrichir la palette d'instruments disponibles. La BEI-FEMIP adoptera, dans la préparation de ses activités, une approche par la chaîne de valeur pour les opérations des MPME, de manière à satisfaire les besoins croissants du marché de façon efficace et complète.

Outre ces priorités sectorielles, la feuille de route pour 2020 met en lumière un certain nombre de priorités intersectorielles régionales. Il s'agit en premier lieu d'accorder une place centrale à la création d'emplois, en s'appuyant sur l'action de la Banque pour améliorer la façon dont l'emploi est pris en compte dans l'évaluation et la conception des projets financés. En ce qui concerne l'autre priorité régionale partagée que constitue l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets, la BEI-FEMIP financera des opérations d'investissement, mais aussi d'assistance technique approfondie dans l'ensemble des secteurs. Enfin, la BEI-FEMIP continuera à soutenir l'intégration régionale, par exemple en finançant des infrastructures et en favorisant l'investissement direct étranger (IDE).

En bref

# La BEI-FEMIP en 2013

En 2013, la BEI-FEMIP a apporté 583 millions d'EUR pour financer des projets dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée via 16 nouvelles opérations de prêt et de capital-investissement dans les secteurs public et privé. Ces opérations ont permis de mobiliser un total de 22,8 millions d'EUR d'aides non remboursables à l'investissement sur les ressources de la FIV. Une réserve de projets représentant 2,34 milliards d'EUR a été identifiée pour les deux prochaines années.

Environ un milliard d'EUR a été décaissé dans la région pour les 40 opérations signées au cours des années précédentes. Plus de 70 % des opérations signées en 2013 ont été cofinancées avec d'autres institutions financières internationales et des agences bilatérales européennes.

La somme record de 28 millions d'EUR a été affectée à 22 opérations d'assistance technique sur les ressources du Fonds d'assistance technique de la FEMIP, du Fonds fiduciaire de la FEMIP et du Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

## La BEI-FEMIP en 2013

Graphique 1

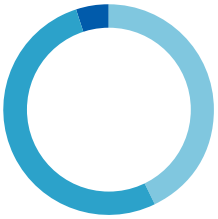
### Répartition par secteur

### Répartition par secteur

La moitié des fonds sont allés aux transports et à l'énergie, avec trois projets financés pour un total de près de 303 millions d'EUR. Neuf opérations de capital-investissement d'un montant total de 53 millions d'EUR et une ligne de crédit de 80 millions d'EUR ont été signées à l'appui des PME locales. Un projet industriel a été signé pour 20 millions d'EUR. Un projet d'aménagement urbain a été signé pour un montant de 50 millions d'EUR, ainsi que deux opérations dans le secteur de l'eau totalisant 77 millions d'EUR.

Graphique 2

### Répartition par région

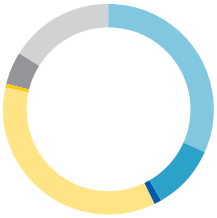



### Répartition par région

Le Maghreb a reçu 52 % du volume total (six projets d'une valeur totale de 304 millions d'EUR), 43 % ont été affectés à des projets au Proche-Orient (sept projets totalisant près de 249 millions d'EUR) et 5 % sont allés à des projets de portée régionale (trois opérations sur capitaux à risque d'un montant total de 30 millions d'EUR).

Graphique 3

### Répartition par pays




### Répartition par pays

Le Maroc a bénéficié de 210 millions d'EUR d'investissements pour trois prêts et opérations de capital-investissement signés en 2013, tandis que la Tunisie a reçu 94 millions d'EUR pour quatre projets. En Égypte, le montant des projets financés s'est élevé à 187 millions d'EUR, au Liban, à 4 millions d'EUR, en Jordanie, à près de 57 millions d'EUR, et en Palestine, à 756 000 EUR. Trois projets régionaux ont été signés pour 30 millions d'EUR.

## La BEI-FEMIP de 2002 à 2013

- Près de 14,8 milliards d'EUR de financements pour 208 projets dans les 9 pays partenaires méditerranéens.
- 2 650 PME financées, qui ont bénéficié de l'expérience acquise par la BEI dans l'UE.
- 130 millions d'EUR consacrés à des prestations spécifiques d'assistance technique pour aider à la mise en œuvre de projets.

Répartition par secteur et par pays en millions d'EUR (octobre 2002-décembre 2013)

| | Énergie | Environnement | Lignes de crédit | Capital humain | Industrie | Transports | Capital-investissement | Aménagement urbain | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | 500 | - | - | - | 72 | - | 18 | 46 | 636 |
| Égypte | 2 288 | 127 | 180 | - | 511 | 540 | 58 | 45 | 3 749 |
| Israël | 111 | 592 | 89 | - | - | - | - | - | 792 |
| Jordanie | 143 | 166 | - | 40 | 81 | 63 | 13 | - | 506 |
| Liban | - | 175 | 423 | - | - | 135 | 11 | - | 744 |
| Maroc | 1 190 | 166 | - | 300 | 604 | 1 389 | 67 | 85 | 3 801 |
| Palestine | 45 | - | - | - | - | - | 16 | - | 61 |
| Projets de portée régionale | - | - | - | - | - | - | 223 | - | 223 |
| Syrie | 475 | 150 | 107 | 130 | 105 | 90 | 2 | - | 1 059 |
| Tunisie | 882 | 121 | 656 | 110 | 420 | 923 | 8 | 106 | 3 226 |
| Total | 5 634 | 1 497 | 1 455 | 580 | 1 793 | 3 140 | 416 | 282 | 14 797 |

# Défis et perspectives **macroéconomiques**

Trois ans après le début du printemps arabe, les PPM traversent toujours une phase de transition économique, politique et sociale. La croissance économique est restée faible en 2013 dans la plupart d'entre eux, sous l'effet d'un environnement extérieur difficile, du prix élevé des produits alimentaires et des carburants et des incertitudes politiques persistantes. Des dépenses sociales mieux ciblées conjuguées à des réformes structurelles leur permettraient de relancer la croissance et de contribuer à la création d'emplois.

## Évolution de la situation macroéconomique et financière

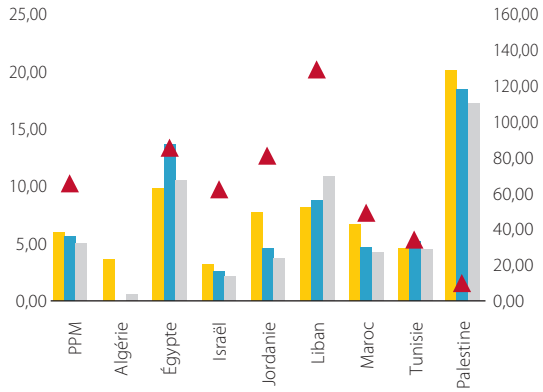
En 2013, les PPM ont enregistré une croissance économique moyenne de 2,9 %, soit du même ordre qu'en 2012. Dans la plupart d'entre eux, le taux de création d'emplois s'est révélé faible, tandis que le chômage est resté supérieur à 10 %, touchant particulièrement les jeunes et les femmes. La faiblesse de la reprise dans l'UE a continué de peser sur les exportations et les envois de fonds des migrants. En revanche, le tourisme s'est redressé, mais sans retrouver les niveaux observés avant 2011. Les prix élevés des matières premières ont eu une incidence négative sur les balances des opérations courantes des pays tributaires des importations de produits alimentaires et d'énergie. L'investissement a pâti de la situation politique, et les niveaux d'IDE, en particulier, sont restés inférieurs à ceux de 2010.

Pour la section portant sur les défis et les perspectives macroéconomiques, ce rapport se fonde sur les informations officielles les plus récentes au moment de sa publication.

Bénéficiant d'un fort rebond de son secteur agricole, le Maroc a enregistré la croissance économique la plus forte (4,5 %). Les économies algérienne et tunisienne ont enregistré une croissance de 2,7 % environ en 2013. En Égypte et au Liban, la croissance a été plus faible, respectivement de 2,1 % et 1 %. Le Liban a été durement touché par le conflit en Syrie, les réfugiés représentant actuellement plus de 20 % de la population. Le conflit syrien a aussi eu des répercussions en Jordanie, où l'économie a néanmoins crû de 3,3 % et où quelque 10 % de la population sont aujourd'hui des réfugiés.

Graphique 4

## Déficit budgétaire et dette publique (en pourcentage du PIB)



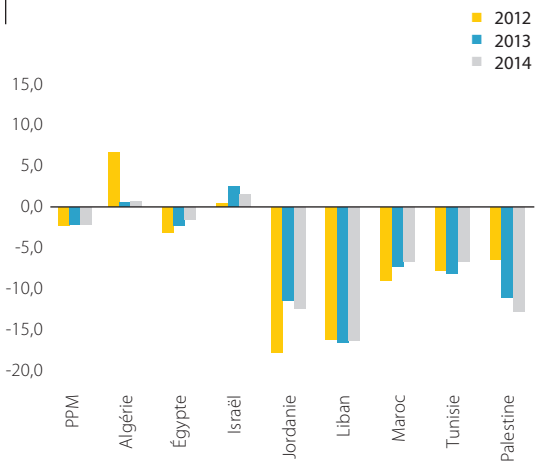

*Source : FMI, avril 2014*
*Les données relatives à la Syrie ne sont pas disponibles.

- 2012
- 2013
- 2014
- 2013 Dette (échelle de droite)

En 2013, les déficits budgétaires se sont creusés dans la plupart des pays, les gouvernements ayant accru les dépenses publiques, y compris les salaires des fonctionnaires, pour satisfaire aux exigences sociales dans le contexte du printemps arabe. Les dépenses relatives aux subventions sur l'énergie et les produits alimentaires sont également restées importantes. Le déficit budgétaire a atteint 5,1 % du produit intérieur brut (PIB) en Israël, 5,9 % en Tunisie, 9,4 % au Liban et 14,1 % en Égypte. En revanche, le Maroc, la Jordanie et Israël ont enregistré des avancées sur la voie de la consolidation budgétaire, et l'Algérie a pratiquement réussi à équilibrer son budget. Ces déficits, conjugués à une croissance économique atone, se sont traduits par une augmentation de la dette publique. En 2013, le ratio de la dette publique sur le PIB s'est accru, s'établissant à 44 % en Tunisie, 62 % au Maroc, 67 % en Israël et 88 % en Jordanie. En Égypte et au Liban, la dette publique a atteint 89 % et 140 % du PIB, respectivement.

Graphique 5

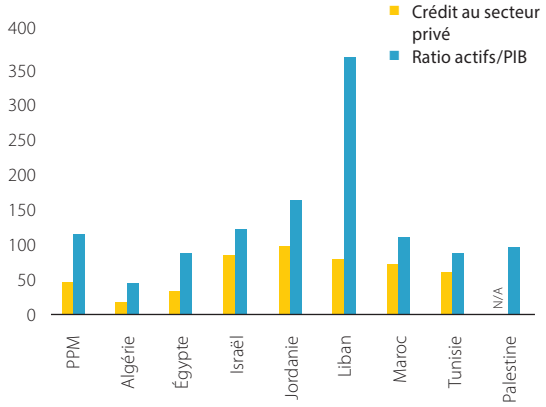
## Solde du compte courant




*Source : FMI, avril 2014*
*Les données relatives à la Syrie ne sont pas disponibles.

Graphique 6

Actifs et crédit au secteur privé (en pourcentage du PIB), 2013




*Sources : Banque mondiale, FMI et autorités nationales*
*Les données relatives à la Syrie ne sont pas disponibles.

Dans la plupart des pays partenaires méditerranéens, on a observé en 2013 une amélioration des soldes extérieurs par rapport à 2012 (Égypte, Israël, Jordanie, Maroc). Parmi les pays partenaires méditerranéens importateurs de pétrole, seuls le Liban et Israël disposaient de réserves internationales couvrant plus de dix mois d'importations.

Dans les pays de la région, le secteur financier est dominé par des banques fonctionnant selon un modèle économique traditionnel. Les institutions financières non bancaires et les marchés des capitaux sont encore dans leurs premières phases de développement. Les actifs du secteur bancaire sont relativement importants par rapport au PIB ; ils sont étayés par de solides encours de dépôts. Cela étant, l'intermédiation financière reste limitée, car une grande part des dépôts sert à financer la dette publique. Cette part s'est encore accrue au cours des dernières années, le crédit à l'État augmentant plus vite que les dépôts. Dans certains pays, la dépendance à l'égard des banques nationales pour financer le déficit budgétaire et la dette publique réduit les crédits disponibles pour le secteur privé.

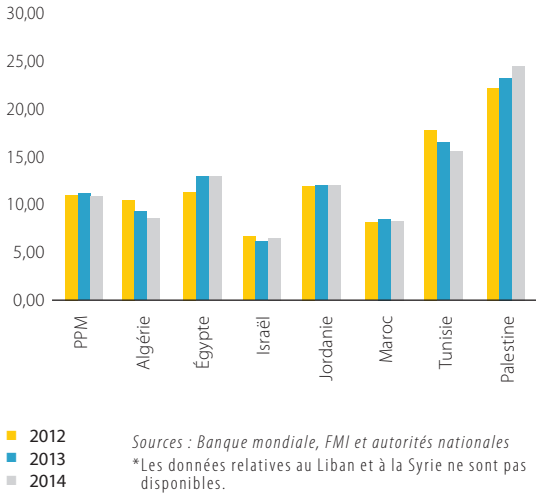
## Les risques en perspective

La persistance d'une croissance faible en Europe pourrait faire baisser les exportations, les envois de fonds des migrants et les recettes du tourisme dans tous les pays partenaires méditerranéens. La volatilité des prix sur les marchés internationaux, des denrées alimentaires et des carburants importés, les exigences sociales et la conjoncture politique incertaine menacent aussi de ralentir l'activité économique dans la région. Une croissance économique insuffisante pourrait avoir des incidences négatives sur le processus de transition dans les PPM concernés.

En raison de réserves budgétaires réduites, nombre de PPM sont vulnérables à un ralentissement de l'activité économique. Bien que les États soient conscients de la nécessité d'une consolidation budgétaire, la mise en œuvre est ardue dans le contexte socioéconomique actuel. L'amélioration de la perception des recettes et la diminution des subventions sur l'énergie pourraient réduire les déficits

Graphique 7

Taux de chômage



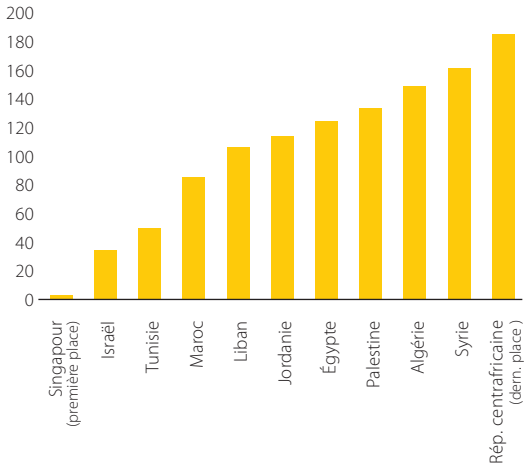

*Sources : Banque mondiale, FMI et autorités nationales*
*Les données relatives au Liban et à la Syrie ne sont pas disponibles.

## Défis structurels

Pendant le printemps arabe, la jeunesse a manifesté en partie par frustration face à l'absence d'opportunités économiques. La transition démographique fait qu'un grand nombre de jeunes arriveront sur le marché du travail au cours des prochaines années. Pour créer des emplois et améliorer le niveau de vie, les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre des réformes structurelles visant à accroître la productivité de la main-d'œuvre. Il s'agit notamment de réformer le marché du travail (en particulier de renforcer l'accès des femmes à l'emploi) et d'instaurer un environnement économique plus propice. Les investissements publics destinés à améliorer la qualité des infrastructures et de l'éducation seront également primordiaux pour relever le défi de l'emploi.

Graphique 8

Facilité de la pratique des affaires, 2013




*Source : Rapport sur la pratique des affaires 2013, IFC/Banque mondiale*

budgétaires. En effet, les subventions générales sur l'énergie tendent à bénéficier aux ménages les plus aisés, qui consomment davantage d'énergie que les ménages pauvres. Les États pourraient utiliser une partie des économies ainsi réalisées pour mieux cibler leurs dépenses sociales. L'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie ont commencé à mettre en œuvre des réformes visant à réduire les aides publiques. D'une façon générale, des dépenses sociales mieux ciblées pourraient être déterminantes pour préserver l'appui de la population vis-à-vis de l'assainissement budgétaire et des réformes structurelles dont les pays ont tant besoin.

Tableau 1 :

Croissance du PIB réel

| Pays | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014* | 2015* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | 2,4 | 1,6 | 3,6 | 2,8 | 3,3 | 2,7 | 4,3 | 4,1 |
| Égypte | 7,2 | 4,7 | 5,1 | 1,8 | 2,2 | 2,1 | 2,3 | 4,1 |
| Israël | 4,5 | 1,2 | 5,7 | 4,6 | 3,4 | 3,3 | 3,2 | 3,4 |
| Jordanie | 7,2 | 5,5 | 2,3 | 2,6 | 2,7 | 3,3 | 3,5 | 4,0 |
| Liban | 9,1 | 10,3 | 8,0 | 2,0 | 1,5 | 1,0 | 1,0 | 2,5 |
| Maroc | 5,6 | 4,8 | 3,6 | 5,0 | 2,7 | 4,5 | 3,9 | 4,9 |
| Rép. arabe syrienne | 4,5 | 5,9 | 3,4 | | | | | |
| Tunisie | 4,5 | 3,1 | 2,9 | -1,9 | 3,6 | 2,7 | 3,0 | 4,5 |
| Palestine | 5,4 | 7,1 | 9,3 | 12,2 | 5,9 | 4,5 | 4,0 | 3,5 |
| PPM (données pondérées en fonction du PIB) | 5,0 | 3,6 | 4,7 | 3,0 | 2,9 | 2,9 | 3,2 | 4,0 |

| Pays | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014* | 2015* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Monde | 2,7 | -0,4 | 5,2 | 3,9 | 3,2 | 3,0 | 3,6 | 3,9 |
| Économies avancées | 0,1 | -3,4 | 3,0 | 1,7 | 1,4 | 1,3 | 2,2 | 2,3 |
| Union européenne (données cumulées) | 0,4 | -4,5 | 2,0 | 1,7 | -0,3 | 0,1 | 1,6 | 1,7 |
| Afrique subsaharienne | 5,7 | 2,6 | 5,6 | 5,5 | 4,9 | 4,9 | 5,4 | 5,5 |
| Pays émergents d'Europe | 3,3 | -3,4 | 4,7 | 5,4 | 1,4 | 2,8 | 2,4 | 2,9 |
| CEI | 5,3 | -6,4 | 4,9 | 4,8 | 3,4 | 2,1 | 2,3 | 3,1 |
| Pays asiatiques en développement | 7,3 | 7,7 | 9,7 | 7,9 | 6,7 | 6,5 | 6,7 | 6,8 |
| ANASE-5 | 4,7 | 1,8 | 7,0 | 4,5 | 6,2 | 5,2 | 4,9 | 5,4 |
| Amérique latine et Caraïbes | 4,3 | -1,3 | 6,0 | 4,6 | 3,1 | 2,7 | 2,5 | 3,0 |

*Source : FMI, avril 2014*

* Prévisions pour 2014 et 2015

# L'offre de la BEI-FEMIP

# Instruments financiers
# et services de conseil

La BEI-FEMIP fournit une vaste palette d'instruments adaptés aux besoins des PPM, qu'il s'agisse de prêts, de ressources sur capitaux à risque, de garanties, ou encore de prestations de conseil technique. Répondant aux appels pressants à appuyer la création d'emplois, la BEI-FEMIP continuera de mettre en place de nouveaux instruments spécifiques pour stimuler le développement du secteur privé et, en particulier, favoriser la croissance des MPME.

| Produits | | Objectifs | Bénéficiaires |
|---|---|---|---|
| **Prêts** | Lignes de crédit | • Encourager l'essor des MPME par des lignes de crédit aux banques commerciales ou établissements de financement du développement partenaires de la BEI, qui rétrocèdent ensuite ces fonds à leurs clients locaux. Cela permet à la BEI de répondre aux besoins des communautés locales dans les PPM. | • MPME |
| | Prêts individuels | • Développer les infrastructures économiques des PPM et soutenir les entreprises dans les secteurs de l'industrie et des services. La BEI-FEMIP accorde une importance particulière lors de l'instruction des opérations à l'expansion du secteur privé et à la création d'un environnement favorable à la pratique des affaires (par exemple, via des projets de création d'infrastructures essentielles). | • Promoteurs du secteur privé et du secteur public |
| **Opérations de capital-investissement et investissements directs en fonds propres et quasi-fonds propres** | | • Promouvoir la création ou le renforcement de l'assise financière d'entreprises productives et, plus particulièrement, d'entreprises créées en partenariat avec des sociétés établies dans l'UE. | • MPME<br>• Entreprises privées de taille intermédiaire<br>• Fonds d'investissement<br>• Institutions de microfinance |
| **Garanties** | | • Dynamiser les marchés des capitaux locaux.<br>• Mobiliser des ressources supplémentaires pour compléter des capitaux publics limités.<br>• Soutenir le développement des entités infra-étatiques.<br>• Réduire le risque de change et l'exposition des États au risque. | • MPME<br>• Grandes entreprises<br>• Banques locales<br>• Promoteurs du secteur public<br>• Entités infra-étatiques |
| **Services de conseil** | | • Améliorer la qualité des opérations et leur incidence sur le développement en finançant en amont des études et des activités visant à appuyer directement et indirectement l'expansion du secteur privé. | • Ensemble des clients de la BEI-FEMIP |

# Mécanismes
# de financement

Au fil du temps, la BEI-FEMIP a mis en œuvre divers mécanismes de financement pour soutenir les économies du bassin méditerranéen. Les mécanismes pour la période 2014-2020 seront finalisés en 2014 dans le cadre de la négociation relative au nouveau mandat de prêt extérieur.

| Dénomination | Nature | Montant (EUR) | Durée | Objectif |
|---|---|---|---|---|
| Mandat de prêt extérieur 2007-2013 | Mandat confié par les États membres, sur les ressources propres de la Banque, avec la garantie de la CE contre le risque politique. | 9,7 milliards | 2007-2013<br><br>(prolongé jusqu'en juin 2014) | • Contribuer au développement du secteur privé et des infrastructures économiques majeures des PPM. |
| Mandat « climat » | Mandat confié par les États membres, sur les ressources propres de la Banque, avec la garantie de la CE contre le risque politique. | 2 milliards | 2011-2013 | • Soutenir des projets liés à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets en dehors de l'UE, afin de prévenir ou de réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce, notamment, à la promotion des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et des transports durables. |
| Mécanisme de partenariat euro-méditerranéen II | Ressources propres de la BEI | 2 milliards | 2007-2013 | • Prendre des participations indirectes dans les PPM via des fonds d'infrastructure pour soutenir des projets prioritaires revêtant un intérêt particulier à la fois pour l'UE et les PPM (développement régional, politiques sectorielles, environnement, appui à des entreprises de l'UE, etc.). |
| Enveloppe capitaux à risque et assistance technique | Budget de l'UE | 96 millions | 2011-2013 | • Favoriser la mise à disposition de fonds propres et quasi-fonds propres pour les PME dans les pays partenaires méditerranéens.<br>• Aider les pays partenaires et les promoteurs privés à mieux préparer, gérer et superviser leurs projets d'investissement par le biais de prestations de conseil technique. |
| Opérations sur capitaux à risque dans le secteur privé dans les pays de la rive sud de la Méditerranée | Espagne | 100 millions | 2011-2026 | • Soutenir le déploiement rapide et ciblé de ressources dans le secteur privé par des investissements immédiats dans des opérations sur capitaux à risque existantes ou nouvelles de la BEI-FEMIP. |
| Fonds fiduciaire de la FEMIP | Contributions des États membres et de la Commission européenne | 44,6 millions | Opérationnel depuis 2005 | • Mettre en lumière les principaux défis économiques de la région et identifier des moyens d'y répondre par le biais d'études sectorielles.<br>• Soutenir le secteur privé en apportant des financements en fonds propres et quasi-fonds propres pour des opérations innovantes ou présentant un profil de risque inhabituel. |

# Le Fonds fiduciaire de la FEMIP, ou comment **accroître la valeur ajoutée opérationnelle**

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP (FFF) vient compléter les activités de la BEI-FEMIP dans la région. Il permet de financer des services de conseil technique et des études en amont, ainsi que des prises de participation ciblées pour soutenir des entreprises innovantes du secteur privé. L'année 2013 a notamment été marquée par le renforcement de la collaboration avec le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et par la poursuite de la reconstitution de la dotation du FFF, qui continuera en 2014.

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP est financé par les contributions volontaires des États membres de l'UE et de la Commission européenne, qui forment l'Assemblée des donateurs, ainsi que par des fonds émanant de tierces parties telles que le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, acheminés par le FFF. Les donateurs se réunissent régulièrement pour discuter de la stratégie générale du FFF et pour évaluer et approuver les opérations. Entre 2005 et 2013, le FFF a financé 62 opérations pour une valeur cumulée de 37,3 millions d'EUR (déduction faite des annulations). Parmi ces opérations, cinq études et interventions de conseil technique représentant un montant total de 1 million d'EUR environ ont été approuvées en 2013.

La reconstitution de la dotation du FFF s'est poursuivie tout au long de l'année 2013, avec des contributions supplémentaires de la France (1,5 million d'EUR), de la Belgique (1,5 million d'EUR) et du Luxembourg, qui a engagé 1,3 million d'EUR sur les 2 millions d'EUR de la contribution spéciale annoncée en octobre 2012 pour le projet MicroMED en Tunisie. Cette reconstitution se poursuivra en 2014 et les donateurs pourront réserver des ressources pour des initiatives clés telles que les investissements d'impact et l'action en faveur du climat.

Tableau :

Contributions des donateurs du Fonds fiduciaire de la FEMIP (reçues au 31 décembre 2013)

| Fin 2013 | Donateur | Total |
|---|---|---|
| | | (milliers d'EUR) |
| | Allemagne | 2 000 |
| | Autriche | 2 000 |
| | Belgique | 2 500 |
| | Chypre | 1 000 |
| | Commission européenne | 1 000 |
| | Espagne | 10 000 |
| | Finlande | 1 000 |
| | France | 7 000 |
| | Grèce | 3 000 |
| | Irlande | 1 000 |
| | Italie | 2 500 |
| | Luxembourg | 3 100 |
| | Malte | 1 500 |
| | Pays-Bas | 2 000 |
| | Portugal | 1 000 |
| | Royaume-Uni | 3 016 |
| | Suède | 1 000 |
| | Total | 44 616 |

## Opérations approuvées par les donateurs du Fonds fiduciaire de la FEMIP en 2013 :

- Programme de détachement de la BEI-FEMIP (opération régionale), 500 000 EUR
- Soutien à la diffusion des activités financées par le FFF dans la région (opération régionale), 35 000 EUR
- Renforcement de la coopération avec les agences bilatérales européennes et les banques publiques dans le cadre d'initiatives conjointes dans les PPM (opération régionale), 300 000 EUR
- Étude sur la facilitation de l'accès des PME aux marchés des capitaux de croissance via des Bourses dédiées (initiative SMEx) (opération régionale), 25 000 EUR
- Étude de faisabilité sur la diaspora et le Programme d'aide à la création d'entreprises innovantes en Méditerranée (PACEIM) (opération régionale), 37 000 EUR

Les promoteurs, les partenaires institutionnels comme la Banque mondiale, les autres IFI, la Commission européenne et le Service européen d'action extérieure (SEAE) et les pays bénéficiaires échangent régulièrement leurs points de vue lors d'événements tels que l'atelier sur la modernisation du secteur de l'eau en Jordanie, qui s'est tenu à Amman en mars 2013. À cette occasion, les participants ont discuté de l'étude du FFF sur ce thème et de l'appui supplémentaire nécessaire pour développer de telles initiatives dans la région.

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP intervient à l'appui des priorités de la BEI-FEMIP pour la région que sont l'accès aux financements, l'eau et l'environnement, l'énergie, les transports, l'aménagement urbain, la recherche-développement et l'innovation (RDI) et le capital humain. Pour chacun de ces domaines, le FFF envisage les résultats attendus, c'est-à-dire les changements qu'il serait le plus à même d'appuyer, ainsi que les meilleurs moyens de contribuer à ces résultats.

# L'activité en 2013

# Conférences
# **et ateliers**

Les conférences et ateliers de la BEI-FEMIP font partie intégrante de la stratégie de la Banque pour la Méditerranée. Ils facilitent les échanges entre les décideurs politiques, les experts sectoriels et les représentants des institutions financières et des organisations internationales. Les participants y acquièrent une meilleure compréhension des besoins et des priorités des PPM, ce qui permet de mieux cibler les interventions à l'appui du développement dans ces pays. Les conférences et ateliers de la BEI-FEMIP jouent également un rôle important dans la création d'un réseau d'acteurs du développement dans la région.

## 21 mars 2013, Amman

### Atelier – Modernisation du secteur de l'eau en Jordanie : le potentiel d'avenir des PPP

Cet atelier technique a été organisé dans le cadre du programme de PPP de la FEMIP. Parmi les 60 participants figuraient notamment des experts jordaniens venus des secteurs public et privé. Les débats ont essentiellement concerné les résultats préliminaires de l'étude de préfaisabilité du projet Wadi Al Arab Water Supply PPP menée par la BEI. Par ailleurs, des intervenants de la délégation européenne, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de la Banque mondiale et de la Banque islamique de développement ont partagé leur expertise.

L'atelier a débuté par un débat sur les problématiques générales des PPP et du secteur de l'eau en Jordanie. S'en sont suivis une séance concernant les conclusions techniques, financières et juridiques de l'étude et un exposé sur les enseignements tirés du projet As Samra Water, un PPP déjà réalisé en Jordanie. La séance finale a porté sur la manière dont le Centre européen d'expertise en matière de PPP (EPEC) et la FAFI (Arab Financing Facility for Infrastructure – Facilité arabe de financement des infrastructures) pourraient soutenir encore davantage la mise en œuvre de PPP dans le pays.

## 18-19 avril 2013, Athènes

### 12e conférence de la FEMIP – Une économie bleue pour la Méditerranée : renforcement de la coopération marine et maritime

La BEI, en collaboration avec la CE et l'Organisation maritime internationale, a organisé la 12e conférence de la FEMIP à Athènes.

Ce forum de haut niveau a permis, par le biais de tables rondes spécialisées avec les parties prenantes, d'aborder les sujets suivants : création de pôles maritimes et promotion des échanges entre les instituts de formation, élimination des divergences pour une sécurité et une surveillance efficaces et exploitation des synergies entre les projets et des possibilités de développement et d'investissement.

## 16 septembre 2013, Luxembourg

### Table ronde sur l'activité bancaire dans le bassin méditerranéen

Le département Analyses économiques de la BEI a organisé au siège de la Banque, à Luxembourg, sa deuxième table ronde sur l'activité bancaire dans le bassin méditerranéen. Cette manifestation a rassemblé de hauts responsables du secteur financier et des banques centrales, ainsi que des représentants des institutions de développement présentes dans la région.

La discussion a porté sur les tendances observées dans le secteur bancaire et sur le développement des services financiers mobiles dans la région. Elle a notamment mis en lumière le fait que l'envergure des secteurs financiers de la région est insuffisante, ce qui entrave tout particulièrement l'accès des PME aux financements.

## 8 novembre 2013, Marseille

### Atelier sur le thème de la nouvelle génération de place financière régionale pour les PME et les entreprises familiales

Cet atelier a été organisé avec le soutien de la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence, de l'Association des chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes (ASCAME) et de Finances & Conseil Méditerranée (FCM). Il s'est inscrit dans le cadre de la 7e Semaine économique de la Méditerranée.

Destiné à un public spécialisé – Bourses régionales, régulateurs régionaux, décideurs politiques, professionnels du capital-investissement, banquiers régio-

naux, intermédiaires financiers régionaux, PME et entreprises familiales – l'atelier a accueilli des orateurs d'Égypte, de Jordanie, du Liban, du Maroc, de Palestine et de Tunisie. L'objectif était d'évaluer le niveau de la demande pour le financement des PME et entreprises familiales par les marchés boursiers et de chercher à savoir si l'intégration régionale des marchés de capitaux dans les régions de la Méditerranée méridionale et orientale peut offrir des solutions efficaces pour améliorer l'accès aux financements selon plusieurs modèles de marché.

Tous les participants se sont accordés à dire que l'amélioration de l'accès aux capitaux pour les PME est essentielle et qu'une coopération entre les marchés favoriserait leur développement sous de nombreux aspects. En outre, différents experts ont insisté sur la nécessité de concevoir et, à terme, de mettre en place une structure de marché régionale pour les PME, d'harmoniser les règles et de faire le bilan des carences.

## 10 décembre 2013, Bruxelles

### 13e conférence de la FEMIP – L'efficacité énergétique dans la région méditerranéenne

La 13e conférence de la FEMIP, organisée en collaboration avec l'Observatoire méditerranéen de l'énergie et l'Union pour la Méditerranée (UpM), s'est tenue la veille de la réunion ministérielle de l'UpM sur l'énergie. Quelque 250 participants de pays européens et méditerranéens ont abordé le thème de l'utilisation rationnelle de l'énergie comme facteur de croissance économique permettant de ne pas peser davantage sur l'environnement.

La conférence a montré que de nombreuses actions sont déjà en cours à plusieurs niveaux dans l'ensemble de la région. Quatre domaines centraux dans lesquels de nouvelles mesures doivent être prises ont été mis en évidence : tarifs, cadre législatif, sensibilisation du public et possibilités de financement. Tous les intervenants ont recommandé de réduire les subventions progressivement et de rediriger celles qui subsisteront vers les populations qui en ont le plus besoin.

Pour ce qui est du financement, les avis étaient unanimes sur le fait que les outils classiques de financement de projets ne sont pas toujours adaptés au secteur. Regrouper des petits projets faisant intervenir plusieurs promoteurs dans des programmes plus larges peut ainsi faciliter leur réalisation. Sur la base des résultats d'une étude soutenue par le Fonds fiduciaire de la FEMIP, la Banque a annoncé qu'elle évaluait de nouvelles façons de promouvoir l'efficacité énergétique et les projets de petite dimension relatifs aux énergies renouvelables dans la région.

## 22 avril et 16 septembre 2013, Luxembourg

### Comité FEMIP

Les 14e et 15e réunions du Comité de la FEMIP ont eu lieu à Luxembourg les 22 avril et 16 septembre, respectivement. Dans le cadre du renforcement de la structure de gouvernance de la FEMIP, ces réunions ont rassemblé des représentants des États membres de l'UE et des pays méditerranéens, de la BEI, de la CE et du SEAE.

Les membres du Comité ont fait le bilan de l'activité de la FEMIP en 2013 et discuté des orientations futures des opérations de la Banque dans le bassin méditerranéen, ainsi que des aspirations à cet égard. Ces réunions ont également été l'occasion de soulever d'importantes questions de politique générale qui se posent aux PPM dans leur quête de croissance durable et de développement socioéconomique. Enfin, les membres du Comité ont préparé la 13e réunion ministérielle de la FEMIP, qui s'est tenue à Athènes en avril 2014.

# Partenariats

Les partenariats ont toujours été une composante essentielle de la proposition de valeur de la BEI pour le bassin méditerranéen. La Banque vise ainsi à accroître l'efficacité de son action et à dégager des synergies entre les activités de différentes institutions, en évitant toute duplication. La Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV) de la CE joue un rôle central dans le partenariat financier entre la BEI et d'autres institutions financières européennes. L'initiative de délégation réciproque (IDR), devenue opérationnelle en 2013, constitue également un outil essentiel de consolidation des relations avec l'Agence française de développement (AFD) et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). Plus généralement, des plateformes de coopération telles que le partenariat de Deauville ont permis à la Banque d'établir des contacts avec d'autres institutions régionales et multilatérales.

## Facilité d'investissement pour le voisinage

La FIV a été créée par la Commission européenne afin de mobiliser des ressources supplémentaires en faveur des pays voisins de l'UE, en particulier pour soutenir des initiatives dans les domaines des transports, de l'énergie et de l'environnement, ainsi que dans les secteurs social et privé.

La BEI est le premier bailleur de fonds de la FIV. Elle a été bailleur de fonds principal ou co-bailleur de fonds de 62 des 92 projets approuvés (soit 67 %) par le Conseil opérationnel de la FIV depuis sa création en 2008. En 2013, la Banque a participé à six des sept opérations approuvées dans les pays voisins du Sud – pour quatre d'entre elles en tant que bailleur de fonds principal et, pour les deux restantes, en cofinancement avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ou la KfW – pour un total de 71,5 millions d'EUR.

Quatre opérations de la FIV conduites par la BEI ont reçu 19,2 millions d'EUR d'aides non remboursables à l'investissement et 20,8 millions d'EUR pour l'assistance technique :

- Une initiative régionale de préparation de projets PPP **(MED 5P)**, conduite par la BEI, en étroite collaboration avec la FAFI. Elle cible essentiellement la préparation de projets prioritaires dans les secteurs des infrastructures en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie.
- Le **programme d'assistance pour les pays voisins de l'UE dans le secteur des transports**, destiné à favoriser le développement économique et la création d'emplois dans les PPM en renforçant la capacité des acteurs du secteur des transports à hiérarchiser, préparer et réaliser des projets. Au titre de ce programme, des services de conseil technique seront gérés, coordonnés et supervisés, l'objectif étant d'aboutir à des projets stratégiques concrets, solides et bancables, qui pourront être rapidement présentés à des institutions financières internationales et obtenir des financements.
- Le projet **Kafr El Sheikh Wastewater Expansion**, préparé dans le cadre du Mécanisme de préparation et de mise en œuvre des projets du programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP-PPIF), a bénéficié d'une aide non remboursable de 15 millions d'EUR, ainsi que de prestations de conseil technique sur les ressources de la FIV. Ce projet a pour but d'offrir, pour la première fois, des services d'assainissement aux habitants de trois régions rurales d'Égypte (Motobas, Desoq, Burullus) situées dans le gouvernorat de Kafr El-Sheikh, et d'améliorer ainsi l'état de santé des habitants, la qualité de l'eau d'irrigation et la qualité environnementale du Nil, du lac Burullus et, par conséquent, de la mer Méditerranée.
- Le **programme Dépollution intégrée (lac Bizerte)** est un investissement phare en Tunisie qui relève de l'initiative Horizon 2020 pour la région euro-méditerranéenne. Préparé par le MeHSIP-PPIF et la BEI, il est partiellement financé par la BERD. Ce programme vise à éliminer les principales sources de pollution urbaine et industrielle qui contaminent le lac. Sa mise en œuvre contribuera à améliorer l'environnement aux alentours du lac et permettra d'améliorer la qualité de vie des habitants et de faire apparaître des activités économiques durables telles que l'agriculture, l'industrie, le tourisme, l'aquaculture et la pêche.

Deux opérations de la FIV cofinancées par la BEI ont reçu 31,5 millions d'EUR d'aides non remboursables à l'investissement :

- Le mécanisme de financement régional de l'énergie durable dans les régions de la Méditerranée méridionale et orientale, phase I, qui est une action commune de la BERD – institution financière internationale chef de file –, de la BEI, de la KfW et de l'AFD. L'objectif est de mettre des lignes de crédit (110 millions d'EUR au minimum) à la disposition des institutions financières participantes en Jordanie et au Maroc, pour financer des investissements relatifs à l'efficacité énergétique et aux énergies durables dans les secteurs de l'industrie, des PME, de l'agroalimentaire, des services commerciaux et de l'immobilier résidentiel.
- Une opération PPP au Maroc, l'« Integrated Wind Energy Programme », lancée par la KfW et cofinancée par la BEI. Ce programme est destiné à soutenir trois nouveaux parcs éoliens au Maroc, qui contribueront à l'efficacité de la production

d'énergie électrique dans le respect de l'environnement et du climat, les aspects sociaux étant également pris en compte.

### Fonds fiduciaire de la FIV

La BEI assure la gestion financière du Fonds fiduciaire de la FIV, qui contribue à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP). Ce fonds est un instrument complémentaire utile permettant aux États membres d'apporter à la FIV des ressources supplémentaires à affecter aux pays voisins du Sud et de l'Est. À ce jour, les contributions totales au fonds s'élèvent à 80 millions d'EUR.

## Usine de dessalement d'eau de mer pour la bande de Gaza

Dans la bande de Gaza, 90 % de l'eau n'est pas potable en raison de la surexploitation de l'aquifère côtier, unique source d'eau disponible dans la région. En janvier 2013, la BEI a mis en concurrence un marché de services portant sur de l'assistance technique pour le projet d'usine de dessalement d'eau de mer de la bande de Gaza, signant quelques mois plus tard le contrat avec les consultants, qui ont commencé leurs activités de conseil.

Cette opération phare pour la bande de Gaza consiste en trois projets intégrés : la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer par osmose inverse de 55 millions de mètres cubes, un réseau d'adduction Nord-Sud ainsi qu'un projet de réduction de la consommation d'eau non facturée. Elle contribuera à apporter une réponse au grave déficit en eau dont souffre une population toujours croissante (1,7 million d'habitants à l'heure actuelle). Elle s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme palestinien destiné à apporter une réponse à la crise hydrique.

Cette opération est la première à avoir été avalisée par l'UpM, le 22 juin 2011.

## Initiative de délégation réciproque

L'initiative de délégation réciproque est une initiative stratégique conçue par l'AFD, la BEI et la KfW dans le cadre des politiques extérieures de l'UE et dans l'esprit du programme international d'action à l'appui de l'efficacité de l'aide. Elle est devenue pleinement opérationnelle en 2013, à l'issue d'une période de test de trois ans et de la conclusion d'un accord sur un ensemble complet de lignes directrices opérationnelles. Le bassin méditerranéen était l'une des deux régions pilotes pour l'IDR depuis 2009.

Cette initiative a pour vocation de simplifier l'instruction et le suivi des projets, d'éviter toute répétition inutile des démarches et de réduire les coûts de transaction au bénéfice des promoteurs de projets. Elle encourage l'efficacité du cofinancement par la reconnaissance mutuelle des procédures. Dans le cadre d'opérations conjointes, de nombreuses tâches relatives au projet sont déléguées à l'un des partenaires de l'IDR assumant le rôle de principal bailleur de fonds, qui applique pour l'essentiel ses propres normes et procédures. La clé d'une telle initiative est la réciprocité, et chaque partenaire assume la responsabilité principale d'un certain nombre de projets. Dix projets d'infrastructures publiques relèvent actuellement de l'IDR en Égypte, au Maroc et en Tunisie.

## Plateformes de coopération

### Union pour la Méditerranée

En 2013, la coopération entre la BEI et l'UpM a continué de se renforcer, tant au niveau du dialogue stratégique qu'à celui des projets, à la suite de la signature, en janvier 2011, d'un protocole d'accord avec le Secrétariat de l'UpM.

Le Secrétariat de l'UpM joue un rôle actif dans la définition des cadres régionaux de coopération et dans la promotion de projets phares facilitant l'intégration régionale. En novembre 2013, la conférence ministérielle de l'UpM sur le transport, qui s'est tenue à Bruxelles, a souligné à quel point il est important de garantir un soutien technique permanent à

l'activité du forum euro-méditerranéen sur les transports au sein du Secrétariat de l'UpM. La conférence ministérielle de l'UpM sur l'énergie, organisée en décembre 2013, a également confirmé la nécessité pour l'UpM de continuer à accompagner le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans la région. La BEI est partenaire de l'UpM dans le cadre de ces initiatives.

La coopération entre la BEI et l'UpM a aussi contribué à faire avancer des projets tels que l'usine de dessalement d'eau de mer de la bande de Gaza (en coopération avec la CE, la Banque mondiale et la Banque islamique de développement), ainsi que d'autres projets d'infrastructures et de soutien dans les domaines de l'enseignement (université de Fez), des plateformes logistiques (LOGISMED), du transport routier (autoroute trans-Maghreb) et de l'environnement (lac Bizerte).

En outre, la collaboration entre la BEI, l'AFD, la KfW et l'UpM dans le cadre de l'initiative de financement des projets urbains financée par la CE a permis d'identifier une quinzaine de projets bancables concernant l'aménagement urbain. Les institutions partenaires poursuivront leur collaboration en 2014 en vue d'entreprendre les études de faisabilité nécessaires pour faire avancer les projets identifiés.

## Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée

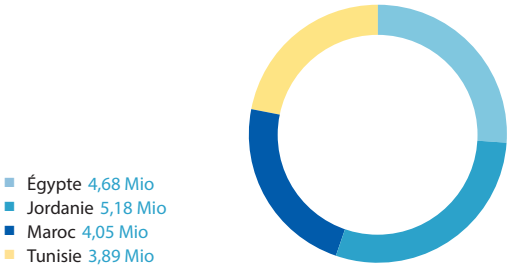
Créé par un protocole d'accord signé par six États (Égypte, France, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie) avec la BEI et la Banque mondiale, le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CMI) a été inauguré en 2009.

Il réunit plusieurs autres organismes, dont l'AFD, la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO), l'UpM, l'ISESCO (Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture), ainsi que la ville de Marseille.

Conçu comme un forum de dialogue à haut niveau entre les partenaires, des experts et des décideurs,

Graphique 9

Vue d'ensemble des projets de la BEI-FEMIP approuvés au titre du Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2013 (millions d'EUR)




le CMI a pour vocation de faire aboutir la recherche à des recommandations de bonne politique publique. Étant donné le contexte social, économique et politique actuel dans les pays du sud et de l'est du bassin méditerranéen, le CMI a récemment restructuré ses programmes autour de trois axes liés à l'intégration : le développement d'économies intégrées, la promotion d'une croissance durable et le soutien à la gouvernance participative.

La BEI dirige trois programmes du CMI portant respectivement sur le développement durable des villes du bassin méditerranéen, l'innovation et les PPP.

## Le partenariat de Deauville

Le partenariat de Deauville appuie la transition politique et économique en Égypte, en Tunisie, au Maroc, en Libye, en Jordanie et au Yémen. La BEI soutient vigoureusement le partenariat de Deauville depuis son instauration au cours d'un sommet du G8 en mai 2011. C'est dans ce contexte qu'a été créé le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), avec pour mission d'apporter aux pays partenaires des services de conseil pour entreprendre des réformes stratégiques visant à construire des économies plus inclusives et transparentes, à stimuler les échanges commerciaux et l'intégration dans la région et à améliorer l'environnement en faveur de la croissance du secteur privé. Le Fonds a reçu des

engagements de quelque 164 millions d'USD. En acheminant les aides non remboursables du Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord via le Fonds fiduciaire de la FEMIP, la BEI apporte son soutien à des projets innovants ayant un effet de mobilisation et qui sont le fruit de l'initiative des pays bénéficiaires, tout en favorisant la complémentarité de son action avec ses autres projets en cours.

Sur la seule année 2013, les projets soutenus par la BEI ont obtenu un appui important de la part des bailleurs de fonds comme des pays bénéficiaires. Ils ont ainsi reçu environ 17,8 millions d'EUR de financement du Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce qui constitue en volume la deuxième contribution des IFI participantes.

En particulier, les bailleurs de fonds du partenariat de Deauville ont salué la capacité de la BEI à promouvoir des projets régionaux et l'intégration régionale. Des fonds supplémentaires fournis par la CE (3 millions d'EUR) et par le Fonds fiduciaire de la FEMIP ont permis de mettre en place deux grands programmes : TRANSTRAC, en faveur du transport dans les pays en transition, et LOGISMED, pour la formation et le renforcement des capacités dans le secteur de la logistique au Maroc, en Tunisie et en Égypte. Une initiative régionale à l'appui des services financiers mobiles en Égypte, en Jordanie et au Maroc, ainsi qu'un programme destiné à soutenir la croissance des PME en Jordanie ont également été approuvés au titre du Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2013.

## Coopération avec les pays du Golfe

La BEI-FEMIP a établi un dialogue avec les partenaires du Golfe à la suite de la publication d'une étude menée en 2011 et 2012 par le Fonds fiduciaire de la FEMIP sur le potentiel d'investissement des fonds souverains des pays du Golfe dans la région de la FEMIP. Cette étude concluait à la nécessité pour la Banque d'instituer des liens avec les principaux membres du Conseil de coopération du Golfe : le Koweït, les Émirats arabes unis, le Qatar et l'Arabie saoudite.

Depuis, de nouvelles relations ont été forgées avec des institutions arabes de financement du développement, des fonds souverains et des autorités nationales. Des partenariats concrets ont été lancés au début de 2014 avec une société des Émirats arabes unis, Masdar, dans le domaine des énergies renouvelables. Par ailleurs, les discussions avancent avec le Qatar et l'Arabie saoudite concernant d'éventuels partenariats en Égypte, au Maroc et en Tunisie.

### Masdar

En janvier 2014, la BEI et Masdar ont annoncé leur intention de collaborer pour accélérer l'avancement de projets relatifs aux énergies propres dans certaines parties de la région MENA. Masdar, société pluridisciplinaire active dans le secteur des énergies renouvelables à Abou Dhabi, est chargée de promouvoir le développement, la commercialisation et le déploiement de technologies et de solutions énergétiques propres dans le monde entier. Au titre de l'accord-cadre signé lors de la Semaine du développement durable organisée à Abou Dhabi, Masdar et la BEI identifieront conjointement des possibilités d'investissement pour la mise au point et le financement de projets dans le domaine des énergies renouvelables.

Ce partenariat contribuera à accroître le soutien technique et les ressources financières disponibles aux fins de la préparation de projets suffisamment aboutis dans les énergies renouvelables. Les intérêts de Masdar dans ce domaine concordent avec les objectifs de la BEI et leur collaboration pourrait donner lieu à des synergies, notamment pour ce qui concerne l'identification, l'évaluation et la réalisation de projets. L'accord prévoit que la BEI et Masdar étudieront également les possibilités de développer le capital humain par un programme de stages.

# Projets et secteurs **d'investissement**

En 2013, la BEI-FEMIP a investi 583 millions d'EUR dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, via 16 nouvelles opérations de prêt et de capital-investissement dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau, de la microfinance et du capital-risque. Par ces opérations, la Banque accompagne le développement socioéconomique des PPM et favorise la croissance et la création d'emplois dans la région.

# Énergie

## Jordanie

### TAFILA WIND FARM

**Appui à l'énergie éolienne en Jordanie**

**Montant : 53 millions d'EUR**

La BEI a accordé un prêt de 53 millions d'EUR pour la construction et l'exploitation, par un producteur d'électricité indépendant, d'un tout nouveau parc éolien dans le gouvernorat de Tafila en Jordanie destiné à produire 117 MW d'électricité. Ce prêt permettra d'accroître la part des énergies renouvelables dans le portefeuille de production électrique du pays et sa production globale d'électricité. Il contribuera ainsi à l'atténuation des effets des changements climatiques grâce au remplacement d'installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le projet répond en outre à l'objectif des pouvoirs publics d'accroître la participation du secteur privé à la production d'énergie.

La Société financière internationale (IFC), l'Eksport Kredit Fonden (EKF), l'OPEC Fund for International Development (OFID), la banque néerlandaise de développement (FMO), et la Europe Arab Bank (EAB) participeront également au financement. Le parc éolien sera situé à l'est de la ville de Ghurandil et au nord de la cimenterie Lafarge de Rashidiya.

Le projet a été avalisé par les 43 pays de l'Union pour la Méditerranée en 2014.

## Maroc

### ONEE - PROJET EOLIEN

**Soutien à la production d'énergie éolienne au Maroc**

**Montant : 200 millions d'EUR**

Un prêt BEI de 200 millions d'EUR contribue à financer la construction de trois parcs éoliens dans le cadre de la seconde phase du Programme éolien marocain. Ces trois parcs sont situés à Midelt (150 MW), Tanger (100 MW) et Essaouira (200 MW). Le projet permettra d'accroître la production électrique pour répondre à la demande croissante et soutenir la stratégie du pays visant à porter à 42 % la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité d'ici à 2020. Le Programme éolien a pour but de réduire la forte dépendance du Maroc à l'égard de l'énergie importée et de mettre en valeur une ressource naturelle nationale présentant un potentiel important.

Par ailleurs, le projet favorisera le développement du secteur de l'énergie éolienne dans le pays, avec, notamment, la mise en place de formations spécialisées et la promotion de la recherche-développement dans ce secteur, et il aura des effets positifs sur le développement social et régional.

# Transports

## Égypte

### AIR TRAFFIC CONTROL UPGRADE

**Modernisation des installations de contrôle de la circulation aérienne en Égypte**

**Montant : 50 millions d'EUR**

Un prêt BEI de 50 millions d'EUR aidera à moderniser les installations de contrôle de la circulation aérienne en Égypte pour les mettre en conformité avec les normes de l'UE et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Le projet permettra à l'Égypte de disposer de la capacité nécessaire pour faire face à la croissance annoncée du trafic aérien dans le pays d'ici à 2020 et d'améliorer la sécurité, l'efficacité et la fiabilité des services égyptiens de contrôle du trafic aérien.

# Aménagement urbain

## Tunisie

### CAISSE DES PRÊTS ET DE SOUTIEN DES COLLECTIVITÉS LOCALES

**Appui aux collectivités locales pour favoriser le développement local en Tunisie**

**Montant : 50 millions d'EUR**

Un prêt BEI de 50 millions d'EUR permettra aux collectivités locales tunisiennes de disposer de financements au titre du programme pluriannuel d'investissement des collectivités locales pour la période 2014-2018.

Cette nouvelle ligne de crédit a pour objectif de financer des projets socioéconomiques et d'infrastructures afin d'accroître l'efficacité des services municipaux et de renforcer l'accès des collectivités locales aux infrastructures et aux services publics, tout en réduisant les disparités régionales et en donnant davantage de responsabilités aux collectivités locales.

# Lignes de crédit en faveur des PME

## Égypte

### NATIONAL BANK OF EGYPT GLOBAL LOAN

Promotion du secteur privé en Égypte

Montant : 80 millions d'EUR

Cette ligne de crédit de 80 millions d'EUR accordée à la Banque nationale d'Égypte servira à financer des projets réalisés dans le pays par des PME des secteurs productifs. Les PME bénéficieront d'un accès au crédit facilité sous la forme de financements à long terme pour leur activité d'importation et d'exportation.

L'opération répond à l'objectif de l'Égypte de se doter d'une économie de marché solide. Elle permettra à la fois de développer le secteur privé et de stimuler la croissance des PME en encourageant l'investissement et en favorisant la création d'emplois.

# Eau et environnement

## Égypte

### IMPROVED WATER AND WASTEWATER SERVICE PROGRAMME

**Amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en Égypte**

**Montant : 57 millions d'EUR**

La BEI a prêté 57 millions d'EUR à l'appui du programme « Improved Water and Wastewater Service II » réalisé en Haute-Égypte et destiné à améliorer les conditions de vie de 15 millions d'habitants en facilitant l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement.

L'objectif du programme est d'améliorer le système d'évacuation des eaux usées et la qualité de l'approvisionnement en eau dans les gouvernorats de Qena, Sohag, Assiut et Minya par la remise en état, l'extension et la construction de stations hydrauliques et d'épuration, ainsi que des réseaux de distribution et d'assainissement connexes. Ce prêt est un bon exemple de la coopération renforcée instaurée avec les institutions financières européennes (AfD et KfW) et avec la CE.

## Tunisie

### DÉPOLLUTION INTÉGRÉE BIZERTE

**Tunisie : moins de pollution pour un développement durable**

**Montant : 40 millions d'EUR**

Un prêt BEI de 40 millions d'EUR contribue au développement durable dans la région du lac Bizerte, dans le nord de la Tunisie. Ce projet relève d'une stratégie intégrée de lutte contre toutes les sources de pollution de la lagune et des écosystèmes marins. Il prévoit à la fois des infrastructures et des services de conseil technique sur mesure pour la mise en œuvre de solutions de dépollution viables à long terme, ainsi qu'une planification régionale.

Le projet favorisera la réalisation des objectifs de la Convention de Barcelone et de l'initiative Horizon 2020 de réduction des sources de pollution d'origine terrestre de la mer Méditerranée. Il améliorera l'environnement aux alentours du lac ainsi que la qualité de vie des habitants et le potentiel de développement socioéconomique durable de la région.

Le projet a été avalisé par les 43 pays de l'Union pour la Méditerranée en 2013.

# Capitaux à risques

## Jordanie

### BADIA IMPACT FUND

**Jordanie : soutien aux PME des secteurs des technologies, des médias et des télécommunications**

**Montant : 4 millions d'EUR**

La BEI prend une deuxième participation de 4 millions d'EUR dans le Badia Impact Fund, qui investit du capital d'amorçage, de démarrage et d'expansion dans des PME en phase de démarrage et de croissance des secteurs des technologies, des médias et des télécommunications, principalement en Jordanie.

Cette opération bénéficie du soutien de l'Espagne par l'intermédiaire de l'AECID. Elle permet d'appuyer les investissements de capital-risque, essentiels pour fournir non seulement des fonds propres et des quasi-fonds propres à long terme à l'économie réelle, mais également une valeur ajoutée stratégique et opérationnelle à long terme aux jeunes entreprises bénéficiaires.

## Maroc

### CAPMEZZANINE II

**Accompagnement des PME au Maroc**

**Montant : 6 millions d'EUR**

La BEI a apporté 6 millions d'EUR à un fonds de capital-investissement multisectoriel prenant des participations en fonds propres et quasi-fonds propres dans des PME établies pour la plupart au Maroc.

L'opération est destinée à mettre des capitaux à risque à la disposition de PME de taille intermédiaire à fort potentiel de croissance et bien implantées, pour l'essentiel au Maroc et, éventuellement, dans des pays voisins d'Afrique du Nord (Tunisie, Égypte) et de l'Ouest (Sénégal, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali). Le fonds visera des investissements en fonds propres et quasi-fonds propres d'un montant allant de 2 à 8 millions d'EUR.

## Opérations régionales

### CAPITAL NORTH AFRICA VENTURE FUND

Renforcement de l'activité de capital-investissement dans les pays du sud du bassin méditerranéen

Montant : 10 millions d'EUR

La BEI-FEMIP a engagé 10 millions d'EUR dans le Capital North Africa Venture Fund II, un fonds généraliste axé sur le Maghreb, que gère Capital Invest, une société de capital-investissement indépendante installée à Casablanca. Cette opération bénéficie du soutien de l'Espagne par l'intermédiaire de l'AECID.

Elle a pour principal objectif de relancer l'essor du secteur privé et l'emploi et de répondre ainsi aux aspirations de la jeunesse dans le bassin méditerranéen.

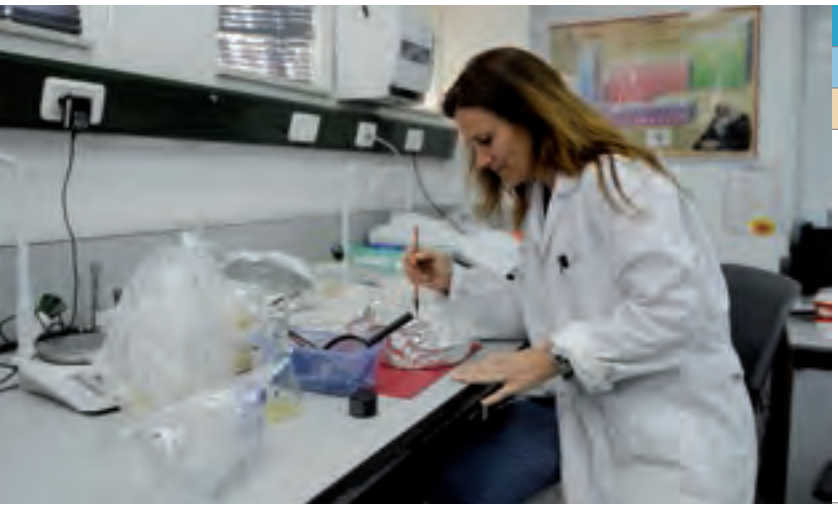
### EUROMENA III

Dynamiser les PME de taille intermédiaire dans la région de la Méditerranée

Montant : 10 millions d'EUR

La BEI a accordé 10 millions d'EUR à EUROMENA III, un fonds de capital-investissement multisectoriel opérant dans les pays partenaires méditerranéens ; elle entend ainsi tirer parti de la stratégie fructueuse suivie par les précédents fonds (EUROMENA I et EUROMENA II).

Le nouveau fonds cherchera à prendre des participations minoritaires et majoritaires dans des entreprises de taille intermédiaire bien implantées localement et aptes à devenir des acteurs régionaux dans leur secteur à forte croissance.



### FUND FOR THE MEDITERRANEAN REGION II

Appui au développement des PME dans les PPM

Montant : 10 millions d'EUR

La BEI-FEMIP a pris une deuxième participation de 10 millions d'EUR dans le Fund for the Mediterranean region pour reconstituer un fonds de capital-investissement multisectoriel à capital fixe ayant pour objet d'investir du capital de croissance dans des PME établies au Maghreb. Cette opération bénéficie du soutien de l'Espagne par l'intermédiaire de l'AECID.

Ce fonds multisectoriel vise à dégager des rendements en apportant des ressources et de la valeur ajoutée à des PME établies au Maroc, en Algérie et en Tunisie, qui sont à la recherche de capitaux pour étendre leurs activités, pénétrer de nouveaux marchés et (ou) financer une importante acquisition, et qui ont le potentiel nécessaire pour devenir des chefs de file à l'échelle régionale.

# Microfinance

## Palestine

### ACAD MICROFINANCE

**Soutien à la microfinance en Palestine**

**Montant : 1 million d'EUR**

L'opération consiste en un investissement direct en fonds propres, pour un montant maximum de 1 million d'EUR dans ACAD-Finance. Cette jeune société de microfinance palestinienne est née de la transformation en société financière du Centre arabe pour le développement agricole (ACAD), une institution de microfinance sans but lucratif enregistrée à Jérusalem depuis 1993 et installée à Ramallah.

En plus de l'investissement en fonds propres, une enveloppe de 250 000 EUR au titre des services d'assistance technique a été fournie pour aider à la transformation d'ACAD.

## Liban

### AL MAJMOUA II

**Développement de l'activité de microcrédit au Liban**

**Montant : 4 millions d'EUR**

La BEI a accordé un prêt de premier rang non garanti libellé en USD d'un montant équivalent à 4 millions d'EUR à l'association libanaise pour le développement Al Majmoua, la plus grande institution de microfinance du pays.

Cette organisation non gouvernementale (ONG) basée à Beyrouth offre des prêts individuels et groupés à des emprunteurs disposant d'un accès limité aux financements. Al Majmoua est active sur l'ensemble du territoire libanais, y compris dans les camps palestiniens. Depuis quelques années, elle est viable et dégage un bénéfice.

L'objectif de l'opération est de financer sur les années à venir une partie de l'activité de microcrédit d'Al Majmoua, qu'il s'agisse de développer le portefeuille de clients existants ou de lancer de nouveaux produits.

## Maroc

### FONDEP II

**Appui aux institutions marocaines de microcrédit**

**Montant : 4 millions d'EUR**

La BEI-FEMIP a accordé un prêt de premier rang non garanti libellé en MAD (dirham marocain), d'un montant équivalent à 4 millions d'EUR, à la Fondation pour le développement local et le partenariat (Fondep), une institution de microcrédit sans but lucratif. Ce prêt financera l'activité de microcrédit de Fondep sur les quelques années à venir pour développer son portefeuille de clients existants et lancer de nouveaux produits.

Il s'agit de la deuxième opération réalisée par la BEI avec Fondep, et la première au titre du deuxième mécanisme de microfinance méditerranéen (Mediterranean Microfinance Facility II), un programme permettant la réalisation de petits investissements dans des institutions de microfinance, de façon directe ou par l'intermédiaire de fonds d'investissement spécialisés.

## Tunisie

### ENDA INTER-ARABE III

**Poursuite du soutien à la microfinance en Tunisie**

**Montant : 4 millions d'EUR**

La BEI a accordé un prêt en devises d'un montant maximum de 4 millions d'EUR (soit l'équivalent d'environ 7,8 millions de TND) à Enda inter-arabe, une ONG spécialisée dans les microprêts en Tunisie. Ce prêt aidera Enda à atteindre son objectif de 400 000 clients actifs d'ici à la fin de 2017. Elle en compte actuellement 220 000.

L'objet de cette opération est de contribuer activement à l'extension du réseau d'Enda, en particulier dans les régions défavorisées du pays, afin de toucher davantage de microentrepreneurs. Enda bénéficiera également de services d'assistance technique pour renforcer sa structure organisationnelle ; elle emploie actuellement 1 100 personnes, dont 80 % sont des jeunes diplômés.

# Impact sur le **développement**

# Impact des activités de la BEI-FEMIP sur le **développement socioéconomique**

La BEI s'attache à soutenir des projets qui ont des effets positifs importants sur la vie des habitants du bassin méditerranéen. Cela implique de respecter les normes d'instruction les plus élevées et de s'assurer de la solidité économique et technique des investissements soutenus ainsi que de leur conformité avec les normes environnementales et sociales les plus strictes.

Les projets de la BEI-FEMIP doivent contribuer à l'essor économique des pays partenaires méditerranéens en visant :

- la création d'emplois directs et indirects ;
- la promotion de secteurs d'activité déterminants pour le développement économique ;
- l'appui à l'émergence d'une nouvelle culture d'entreprise ;
- la simplification des échanges commerciaux ;
- la mise en place d'infrastructures de transport et la création d'un environnement propice à l'expansion du secteur privé ;
- la couverture des besoins en infrastructures dans le secteur de l'énergie et l'approvisionnement en électricité d'un bon rapport coût-efficacité pour répondre à la hausse de la demande et sécuriser l'offre ;
- le renforcement des capacités de commerce international et la stimulation du développement économique local ;
- l'accélération de l'essor de toutes les régions des pays partenaires ;
- l'aide aux entreprises en vue de leur croissance et de leur expansion à long terme ;
- le soutien à l'intégration économique des régions intérieures plus isolées ;
- l'amélioration de l'accès aux financements.

## Qu'est-ce que le cadre de mesure des résultats ?

La BEI utilise un dispositif d'évaluation des résultats des projets qu'elle finance pour s'assurer que les effets attendus se concrétisent comme prévu. Ce dispositif – le cadre de mesure des résultats – s'applique à toutes les opérations en dehors de l'UE, y compris dans les PPM, et fournit une méthode d'évaluation des résultats obtenus par un projet tout au long de son cycle de vie.

Ce cadre de mesure des résultats permet de noter les projets en fonction de trois piliers :

1. **Premier pilier :** contribution du projet aux objectifs de la BEI ainsi qu'aux priorités des PPM et de l'UE.
2. **Deuxième pilier :** qualité et solidité de l'opération, mesurées sur la base des résultats escomptés.
3. **Troisième pilier :** valeur ajoutée financière et non financière de l'intervention de la BEI.

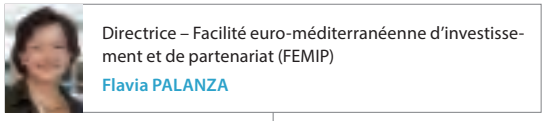
Au début d'un projet, on identifie pour chacun de ces piliers des indicateurs clairs, normalisés et vérifiables, assortis de valeurs de référence et d'objectifs économiques, sociaux, environnementaux et relatifs à la gouvernance. Ces piliers servent d'outils pour l'évaluation ex ante, c'est-à-dire au cours de la phase d'instruction ; ils aident la Banque à sélectionner des projets correspondant aux priorités de l'UE dont on attend des résultats concrets importants et pour lesquels l'intervention de la BEI-FEMIP sera réellement décisive. Les indicateurs du cadre de mesure des résultats seront également utilisés dans le cadre de l'évaluation ex post, pendant la phase de suivi du projet, pour permettre à la Banque de vérifier dans quelle mesure ses attentes initiales ont été satisfaites. Dans cette perspective, les progrès réalisés par rapport aux indicateurs établis sont surveillés tout au long de la vie du projet et font l'objet d'un rapport à deux stades principaux : lors de la finalisation du projet puis trois ans plus tard pour les opérations directes, et au terme de la période d'investissement (ou d'affectation) et à la fin de la vie du fonds pour les opérations intermédiées.

Les trois piliers du cadre de mesure des résultats se fondent sur une démarche logique qui sert à montrer comment la participation de la BEI (par exemple, un prêt) aboutit à un produit (par exemple, une ligne de transport d'électricité, un programme de formation), qui rend possibles des réalisations (par exemple, un meilleur accès à l'énergie, un accroissement de la capacité institutionnelle) et, avec le temps, produit un résultat (développement de l'infrastructure économique, intégration régionale) conforme aux objectifs du mandat de la Banque et aux stratégies nationales et européennes.

En vue d'améliorer la coordination et l'harmonisation des indicateurs de résultats, la Banque participe à un certain nombre de groupes de travail rassemblant des IFI, des IEFD et des agences européennes de développement. Dans toute la mesure du possible, les indicateurs couverts par le cadre de mesure des résultats de la BEI ont fait l'objet d'une harmonisation avec ceux des autres bailleurs de fonds, afin de simplifier les obligations de compte rendu imposées aux clients pour les opérations cofinancées.

# Organisation **et personnel**

Organigramme du département FEMIP de la BEI



Directrice – Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP)
**Flavia PALANZA**

Chef de la division Maghreb
**Javier GUTIÉRREZ DEGENÈVE**

Chef de la division Proche-Orient
**Nathalie CLIMENCE**

Chef de la division Capital-investissement et microfinance
**Angus MACRAE**

Chef de la division Coordination
**Ioannis KALTSAS**

Chef de la division Fonds fiduciaires et panachage de ressources (par intérim)
**Eefje SCHMID**

Chef de bureau – Bureau de Tunis
**Ulrich BRUNNHUBER**

Chef de bureau – Bureau du Caire
**Tom ANDERSEN**

Chef de bureau – Bureau de Rabat
**Guido PRUD'HOMME**

Chef de bureau – Bureau d'Amman
**à pourvoir en 2014**

Chef de l'unité Assistance technique
**Stefan KERPEN**

L'équipe du bureau du Caire

L'équipe du bureau de Rabat

L'équipe du bureau de Tunis

# L'équipe **BEI-FEMIP**

Les opérations dans les PPM sont gérées par le département de la FEMIP, qui fait partie de la direction de la BEI chargée des opérations.

Le département FEMIP s'organise en deux divisions géographiques qui couvrent le Maghreb et le Proche-Orient. Ses agents travaillent en étroite collaboration au sein des divisions Fonds fiduciaires et panachage de ressources, Instruments de fonds propres et microfinance et Coordination, tandis que l'unité Élaboration des politiques et développement de l'activité est chargée de définir les nouvelles orientations et initiatives stratégiques et de les accompagner. L'unité d'assistance technique soutient les opérations de conseil technique du département. Le département travaille aussi en étroite collaboration avec la division Suivi des opérations, ainsi qu'avec les membres de la direction des projets et de la direction Gestion et restructuration des transactions. Au total, 78 agents BEI se consacrent au bassin méditerranéen.

La BEI dispose de quatre bureaux externes dans la région : au Caire, à Rabat, à Tunis ainsi qu'à Amman, où un nouveau bureau de représentation a été créé en 2013 et sera pourvu en personnel en 2014. Ces bureaux facilitent l'identification et le suivi des projets ainsi que la mise en œuvre et le suivi des activités de conseil technique. Ils assurent également la coordination avec les pouvoirs publics, les entrepreneurs, les banques commerciales et les associations professionnelles sur place.

La BEI détache un expert auprès du Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée à Barcelone, ce qui constitue l'élément central de la relation de la Banque avec l'UpM (depuis 2011, 3 agents ont ainsi été détachés).

# Les programmes de détachement

En 2013, la BEI-FEMIP a mis en place deux nouveaux programmes de détachement pour les fonctionnaires et les experts des PPM et de l'UE.

## Le programme de détachement de la FEMIP

Le programme de détachement de la BEI-FEMIP est un nouveau programme de renforcement des capacités créé par la BEI à la suite de la recommandation formulée lors de la 12e réunion ministérielle de la FEMIP (Chypre, septembre 2012). Financé par le Fonds fiduciaire de la FEMIP, il donne aux fonctionnaires des PPM une possibilité d'acquérir une expérience professionnelle d'un à deux ans à la BEI à Luxembourg. Le programme est destiné à des spécialistes expérimentés issus d'organismes publics.

Les candidats sont sélectionnés par le biais d'un processus mettant en parallèle leur profil et leur expérience au sein d'une institution publique avec les offres de détachement disponibles. Le programme ne fixe aucun quota géographique ou de parité. Il vise toutefois à atteindre un équilibre dans l'origine géographique et la représentation hommes-femmes du personnel en détachement au terme de la phase pilote, en 2016.

La première personne détachée auprès de la FEMIP, issue du service commercial égyptien au sein du ministère du commerce et de l'industrie, a rejoint la Banque en octobre 2013.

## Détachements en provenance de pays de l'UE

Afin de renforcer sa coopération avec des IEFD et des banques publiques dans l'UE, la BEI-FEMIP a mis en place une autre initiative financée au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP pour encourager les échanges de personnel.

Ce programme de détachement a pour vocation d'intensifier la coopération de la Banque avec des agences bilatérales européennes de petite taille et d'autres banques publiques grâce à des échanges de ressources humaines. Les personnes détachées à la FEMIP (pour une durée de trois ans au maximum) se consacrent aux projets dans les PPM et travaillent à développer les activités communes, en amont ou dans le cadre des projets.

En 2013, la Caisse des dépôts et consignations et la Cassa Depositi e Prestiti SpA (CDP) italienne ont détaché chacune un agent au sein de la Banque.

# Le programme
# de stages de la FEMIP

Depuis 2007, 78 jeunes professionnels ont bénéficié du programme de stages financé par le Fonds fiduciaire de la FEMIP.

Le programme de stages de la FEMIP joue avec succès le rôle de tremplin pour les jeunes talents méditerranéens en leur permettant de diversifier leurs compétences dans différents domaines, de la finance au droit, en passant par l'analyse de politiques. Il offre aux stagiaires une expérience professionnelle dans un environnement international et multiculturel. La Banque accorde au travail de ces stagiaires une valeur particulière, notamment parce qu'ils sont souvent capables d'appliquer directement leur connaissance du bassin méditerranéen aux opérations de la Banque.

À l'issue de leur stage, de nombreux stagiaires se sont lancés dans de grandes carrières dans leur pays ou dans l'UE, aussi bien dans le secteur privé que public, y compris dans les administrations publiques.

## Stagiaires actuellement à la BEI-FEMIP

| | Pays | Nom | Âge | Formation | Langues | Département | Ambitions futures (carrière professionnelle, études) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Égypte | Dalia Fadly | 27 | Master en économie et master en économie du développement et croissance | arabe<br>anglais<br>français<br>suédois | Opérations, département Services de conseil | travailler dans une association internationale de développement spécifiquement axée sur les problématiques du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord |
| 2 | Égypte | Mohamed Afifi | 25 | Licence en administration des affaires, spécialisation en comptabilité | arabe<br>anglais | Contrôle financier | réussir l'examen du niveau 1 du CFA en juin 2014 et obtenir un master en économie |
| 3 | Égypte | Sara Thakeb | 27 | Master en gestion d'institutions publiques et à but non lucratif et en affaires internationales | arabe<br>anglais<br>allemand<br>français | Secrétariat général, Responsabilité d'entreprise et société civile | faire carrière dans le développement et les droits de l'homme |
| 4 | Maroc | Kaoutar Mohajiry | 25 | Master en économie du développement | arabe<br>français<br>anglais<br>espagnol | Direction des projets, développement urbain et régional | faire carrière dans une organisation internationale |
| 5 | Maroc | Mohamed Youssef Boulaich | 27 | Master en intégration économique européenne et affaires | arabe<br>espagnol<br>français<br>anglais<br>catalan | Opérations, Facilité d'investissement, Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique | travailler dans une institution internationale de développement ou une institution financière |
| 6 | Palestine | Ragheb Almuhtaseb | 23 | Licence en gestion des technologies | arabe<br>anglais<br>français | Institut BEI | travailler dans une entreprise internationale et suivre un master de gestion des systèmes d'information |
| 7 | Palestine | Mohammed Sari Sisalem | 25 | Master en sécurité de l'eau et développement international, licence en ingénierie civile | arabe<br>anglais<br>français | Opérations, division Coordination | travailler dans une institution financière internationale |
| 8 | Palestine | Tha'er Atawna | 26 | Master en économie, finances et institutions européennes | arabe<br>anglais<br>italien | Opérations, division Instruments de fonds propres et microfinance | travailler dans une institution financière internationale ou dans un fonds d'investissement |
| 9 | Turquie | Sebnem Tugce Pala | 25 | Master en économie politique internationale et master en études du développement | turc<br>anglais<br>allemand<br>français<br>italien | Opérations, division Coordination | travailler dans une institution financière internationale et se spécialiser dans les projets de développement social |

# Annexes


**53** 1. Liste des opérations signées entre le 1er octobre 2002 et le 31 décembre 2013

**58** 2. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance de la BEI-FEMIP au 31 décembre 2013

**62** 3. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP au 31 décembre 2013

**64** 4. Glossaire de termes, acronymes et abréviations

# 1. Liste des opérations signées entre le 1er octobre 2002 et le 31 décembre 2013

Le Fonds d'assistance technique de la FEMIP est opérationnel depuis le second semestre de 2003.

Opérations signées entre le 1er octobre 2002 et la fin de 2002

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | Maghreb | Algerian Cement Company | 66,00 | Privé | Prêt et capital-investiss. | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Interconnexions II | 120,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | ONEP IV – Protection de l'environnement | 16,00 | Public | Prêt | Environnement | | X |
| Tunisie | Maghreb | Autoroute du sud | 77,50 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Égypte | Proche-Orient | Egyptian Direct Investment Fund | 5,90 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 285,40 | | | | 0 | 1 |

Opérations signées en 2003

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | Maghreb | Reconstruction après tremblement de terre | 46,0 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Maroc | Maghreb | Autoroutes du Maroc IV | 110,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Maroc | Maghreb | Assainissement villes marocaines – Oujda | 30,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Maroc | Maghreb | Formation professionnelle Maroc | 30,00 | Public | Prêt | Capital humain | | |
| Maroc | Maghreb | Ports du Maroc II | 4,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Maroc | Maghreb | Associations de microcrédit | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Entreprises tunisiennes PG III | 137,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Santé Tunisie | 110,00 | Public | Prêt | Capital humain | | |
| Tunisie | Maghreb | STEG – Gaz Tunisie | 51,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | STT Métro léger de Tunis II | 45,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Tunisie | Maghreb | Tunisacier Steelworks | 29,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Idku LNG Plant – Article 18 Facility | 304,50 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Nubariya Combined Cycle Power Plant II | 150,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Regina for Food Industries | 0,60 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Jordan Education | 39,70 | Public | Prêt | Capital humain | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Amman Ring Road | 26,20 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Syrie | Proche-Orient | Port of Tartous | 35,40 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Syrie | Proche-Orient | SME Fund | 27,40 | Privé | Prêt | Secteur financier | X | |
| Opération régionale | Opération régionale | Averroès Finance | 3,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 1 189,30 | | | | 5 | 1 |

Opérations signées en 2004

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | Maghreb | Algerian Cement Company – Phase II | 12,50 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Parc éolien de Tanger | 80,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Infrastructures logement social | 71,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Dépollution centrale Mohammedia | 40,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Maroc | Maghreb | Assainissement villes moyennes (Safi) | 20,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Maroc | Maghreb | Associations de microcrédit II | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Weldom Maroc | 0,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Voiries prioritaires III | 65,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Tunisie | Maghreb | Voiries prioritaires IV | 40,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Tunisie | Maghreb | Assainissement du site de Taparura | 34,00 | Public | Prêt | Environnement | X | |
| Tunisie | Maghreb | Prêt Global CPSCL | 25,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | SNCFT IV | 20,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Égypte | Proche-Orient | Egyptair II | 290,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Égypte | Proche-Orient | Damietta LNG Plant – Euromed II Facility | 188,40 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Talkha & El Kuriemat Power Plants | 160,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | GL Private Sector Development | 60,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | X | |
| Jordanie | Proche-Orient | Regional Gas Pipeline | 89,70 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Liban | Proche-Orient | Apex GL Multi-sector | 60,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | South Lebanon Wastewater | 45,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Syrie | Proche-Orient | Deir Ali Power Plant | 200,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Opération régionale | Opération régionale | AfricInvest Fund | 4,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 1 515,10 | | | | 6 | 3 |

Opérations signées en 2005

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | Maghreb | Projet Maghreb Leasing | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | ADM IV Tranche B | 30,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Maroc | Maghreb | Routes rurales II | 60,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Maroc | Maghreb | Capital North Africa Venture Funds | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | AGRAM Invest | 4,60 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Atlas Eden | 0,20 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Société immobilière de la mer | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Technopôles | 80,00 | Privé | Prêt | Industrie | X | |
| Tunisie | Maghreb | PG Entreprises tunisiennes IV | 120,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | X | |
| Tunisie | Maghreb | PG Technopôles Tunisie | 60,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | X | |
| Égypte | Proche-Orient | Idku LNG Plant II | 234,40 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Gasco Gas Pipelines III | 40,40 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Liban | Proche-Orient | Lebanese Highways | 60,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Liban | Proche-Orient | Byblos Bank GL | 50,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Greater Beirut Wastewater | 60,00 | Public | Prêt | Environnement | | X |
| Palestine | Proche-Orient | Credit Guarantee Fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Palestine | Proche-Orient | Electricity Network Upgrading | 45,00 | Public | Prêt | Énergie | X | |
| Syrie | Proche-Orient | Deir Azzour Power Plant | 200,00 | Public | Prêt | Énergie | X | |
| Syrie | Proche-Orient | Rural Telecoms | 100,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Total | | | 1 174,60 | | | | 9 | 1 |

Opérations signées en 2006

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Maroc | Maghreb | Assainissement du bassin de Sebou | 40,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Maroc | Maghreb | Moroccan Infrastructure Fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Électrification rurale II | 170,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Santé | 70,00 | Public | Prêt | Capital humain | X | |
| Tunisie | Maghreb | ONAS IV | 40,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Tunisie | Maghreb | STEG – Centrale Ghannouch | 114,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | ENDA | 0,80 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Égypte | Proche-Orient | Egyptian Pollution Abatement (EPAP) II | 40,00 | Privé | Prêt | Secteur financier, environnement | X | X |
| Égypte | Proche-Orient | El Atf and Sidi Krir Power Plants | 130,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | EMX Methanol Plant | 164,20 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Upper Egypt Gas Pipeline | 50,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Horus Agrifund | 8,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Égypte | Proche-Orient | Beltone | 5,60 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Israël | Proche-Orient | Environmental Programme Loan | 200,00 | Public | Prêt | Environnement | X | |
| Syrie | Proche-Orient | Damascus Rural Water and Sanitation | 45,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Opération régionale –Méditerranée | Opération régionale –Méditerranée | Euromed Fund | 10,10 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Opération régionale –Méditerranée | Opération régionale –Méditerranée | EuroMena Fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Afrique du Nord | Opération régionale – Afrique du Nord | Maghreb Private Equity Fund II | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opératio-régionale –Méditerranée | Opération régionale –Méditerranée | SGAM Kantara Fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 1 128,20 | | | | 7 | 4 |

Opérations signées en 2007

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | Maghreb | Algerian Fruit Juice Company | 2,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Autoroutes du Maroc V | 180,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Projets hydroélectriques II | 150,00 | Public | Prêt | Énergie | X | |
| Maroc | Maghreb | CapMezzanine Maroc | 6,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Tunisie | Maghreb | Transmed Pipeline Expansion | 185,00 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | PG Entreprises tunisiennes V | 200,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Fonds d'amorçage tunisien | 2,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Tunisie | Maghreb | Projet ENDA inter-arabe | 2,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Égypte | Proche-Orient | El Atf and Sidi Krir Power Plants | 130,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Israël | Proche-Orient | Hadera Desalination Plant | 108,50 | Privé | Prêt | Environnement | | |
| Liban | Proche-Orient | Private Sector Facilities | 170,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | The Building Block Equity Fund | 5,0 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Syrie | Proche-Orient | SME Fund II | 80,0 | Privé | Prêt | Secteur financier | X | |
| Opération régionale –Méditerranée | Opération régionale –Méditerranée | Altermed | 8,0 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale –Méditerranée | Opération régionale –Méditerranée | Byblos Private Equity Fund | 7,5 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Opération régionale –Méditerranée | Opération régionale –Méditerranée | Fund for the Mediterranean Region | 15,0 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 1 251,00 | | | | 6 | 0 |

Opérations signées en 2008

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Égypte | Proche-Orient | EGAS Gas Grid Reinforcement | 250,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Beltone Midcap Fund | 12,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Égypte | Proche-Orient | Sphinx Turnaround Fund | 13,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Égypte | Proche-Orient | Beltone Capital II | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Israël | Proche-Orient | European Pharma R&D (RSFF) | 29,73 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Israël | Proche-Orient | Medinvest (RSFF) | 3,33 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Amman Ring Road B | 36,92 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Liban | Proche-Orient | Private Sector Facilities II (BOB) | 52,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Réseaux électriques II | 170,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Fonds capital carbone Maroc | 6,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Maroc | Maghreb | Massinissa Fund | 12,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Port de Tanger Med – Deuxième terminal | 40,00 | Privé | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Maroc | Maghreb | Routes rurales III | 60,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Altermed B | 3,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Fonds EuroMena II | 13,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Syrie | Proche-Orient | Deir Ali II Power Plant | 275,00 | Public | Prêt | Énergie | X | |
| Syrie | Proche-Orient | First Microfinance Institution | 2,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | STEG – Centrale de Ghannouch B | 86,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | STEG – Gaz II (transport et distribution) | 60,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | GCT – Mise à niveau environnementale | 55,00 | Privé | Prêt | Industrie | | X |
| Tunisie | Maghreb | Voiries prioritaires V | 110,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Total | | | 1 294,98 | | | | 4 | 1 |

| Opérations signées en 2009 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
| Égypte | Proche-Orient | DBACD Local Currency Loan | 2,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Égypte | Proche-Orient | Gironil | 3,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Égypte | Proche-Orient | IWSP | 70,00 | Public | Prêt | Environnement | | |
| Égypte | Proche-Orient | Gulf of El Zayt Wind Farm | 50,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Israël | Proche-Orient | Hadera Desalination Plant Extension | 21,90 | Privé | Prêt | Environnement | | |
| Israël | Proche-Orient | ICL Specialty Chemicals R&D (RSFF) | 56,30 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Jordanie | Proche-Orient | South North Water Conveyor | 165,76 | Privé | Prêt | Environnement | | |
| Liban | Proche-Orient | Kesrwan Water and Wastewater Project | 70,00 | Public | Prêt | Environnement | X | |
| Maroc | Maghreb | Autoroutes du Maroc VI | 225,00 | Public | Prêt | Transports | X | |
| Maroc | Maghreb | Prêt-cadre pour le secteur de l'éducation au Maroc | 200,00 | Public | Prêt | Santé, éducation | | |
| Maroc | Maghreb | Renault Tanger financement intermédié | 100,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Tramway Rabat-Salé | 15,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | MENA Joint Investment Fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Middle East Venture Capital Fund | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Swicorp Intaj Capital Fund II | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Syrie | Proche-Orient | Syrian Cement Company | 104,86 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Syrie | Proche-Orient | Syria Municipal & Environnement Infrastructure | 50,00 | Public | Prêt | Environnement | X | |
| Tunisie | Maghreb | Aéroport Enfidha | 70,00 | Privé | Prêt | Transports | | |
| Tunisie | Maghreb | Autoroute Sfax-Gabès | 234,00 | Public | Prêt | Transports | X | |
| Tunisie | Maghreb | Tunisian Indian Fertilizers | 130,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Total | | | 1 592,82 | | | | 4 | 0 |

| Opérations signées en 2010 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
| Algérie | Maghreb | Medgaz Pipeline | 500,00 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Egyptian Power Transmission | 260,00 | Public | Prêt | Énergie | X | |
| Égypte | Proche-Orient | ERC Refinery | 346,40 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Giza North Power Plant | 300,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Nile River Logistic | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Al Majmoua – Prêt pour la microfinance | 1,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Lebanon Growth Capital Fund | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Autoroutes du Maroc – ADM VII | 220,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Maroc | Maghreb | Port de Tanger MED II – Infrastructures | 200,00 | Privé | Prêt | Transports | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Argan Infrastructure Fund | 15,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Inframed | 0,98 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Vantage Regional Mezz Fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Palestine | Proche-Orient | Palestine Growth Capital Fund | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Syrie | Proche-Orient | Syria H2020 Water | 55,00 | Public | Prêt | Environnement | X | |
| Syrie | Proche-Orient | Syrian Healthcare II | 130,00 | Public | Prêt | Santé, éducation | X | |
| Tunisie | Maghreb | Réseau ferroviaire rapide | 119,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Tunisie | Maghreb | STEG – Centrale de Sousse | 194,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | STEG IV – Transport électricité | 185,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Total | | | 2 551,88 | | | | 3 | 0 |

| Opérations signées en 2011 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
| Maroc | Maghreb | Office chérifien des phosphates | 200,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Tunisie | Maghreb | Modernisation routière I | 163,00 | Public | Prêt | Transports | X | |
| Tunisie | Maghreb | Mdhilla TSP | 140,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Giza North Power Plant II | 50,00 | Public | Prêt | Énergie | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Opération régionale –Méditerranée | Opération régionale –Méditerranée | Inframed B Fund | 39,02 | Privé | Capital-investiss. | Infrastructure | | |
| Opération régionale –Méditerranée | Opération régionale –Méditerranée | Capital North Africa Venture | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Israël | Proche-Orient | Sorek Desalination Plant | 142,00 | Privé | Prêt | Eau | | |
| Israël | Proche-Orient | Mekorot Ashdod Desalination Plant | 120,00 | Privé | Prêt | Eau | | |
| Liban | Proche-Orient | Private Sector Facilities III | 30,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Jordan India Fertilizer | 81,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Total | | | 975,02 | | | | 1 | 0 |

Opérations signées en 2012

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Égypte | Proche-Orient | Cairo Metro Line 3 (Phase 3) | 200,00 | Public | Prêt | Transports | X | |
| Égypte | Proche-Orient | Community Development Program | 45,00 | Public | Prêt | Aménagement urbain | X | |
| Israël | Proche-Orient | Better Place Electric Vehicle Services | 10,80 | Privé | Prêt | Transports | | |
| Israël | Proche-Orient | Israel Chemicals LTD IPP | 100,00 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Jordan Capital for Growth Fund C.V. | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Badia Impact Fund | 4,00 | | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Private Sector Facilities III / C | 15,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Lebanese Highways II | 75,00 | Public | Prêt | Transports | X | |
| Liban | Proche-Orient | Prêt global Lebanon Energy Efficiency and Renewables | 50,00 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Yasmina Club MED Hotel Rehabilitation | 13,68 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Renault Tanger Financement Intermédié B | 31,50 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Routes Rurales IV | 100,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Maroc | Maghreb | Fonds PME Croissance | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Renault Tanger Financement Intermédié B | 42,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Technopôles Maroc | 100,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Plan Maroc Vert | 42,50 | Public | Prêt | Industrie | X | |
| Maroc | Maghreb | Groupe OCP Modernisation / B | 130,00 | Public | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Centrale Solaire de Ouarzazate | 100,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Programme National d'Assainissement | 20,00 | Public | Prêt | Eau | | |
| Maroc | Maghreb | ONEE – Réseaux Electriques III | 180,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Autoroute el Jadida-Safi | 240,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Opération régionale – Afrique du Nord | Opération régionale – Afrique du Nord | Fund for the Mediterranean Region II | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Prêt global Tunisie VI | 100,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Réhabilitation Urbaine Tunisie | 70,00 | Public | Prêt | Aménagement urbain | | |
| Total | | | 1689,48 | | | | 4 | 0 |

Opérations signées en 2013

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Égypte | Proche-Orient | Modernisation des installations de contrôle de la circulation aérienne | 50,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Égypte | Proche-Orient | IWSP II | 57,00 | Public | Prêt | Eau | | |
| Égypte | Proche-Orient | Prêt global NBE | 80,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Parc éolien de Tafila | 52,96 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Badia | 4,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Al Majmoua II | 4,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | ONEE – Projet éolien | 200,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Capmezzanine | 6,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Fondep II | 4,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Palestine | Proche-Orient | ACAD Microfinance Palestine | 0,75 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale | Opération régionale | Euromena III | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale | Opération régionale | CNAV II | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale | Opération régionale | Fund for the Med II | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | CPSCL Tunisie 2013 | 50,00 | Public | Prêt | Aménagement urbain | | |
| Tunisie | Maghreb | Dépollution integrée du lac de Bizerte | 40,00 | Public | Prêt | Eau | | |
| Tunisie | Maghreb | ENDA inter-arabe III | 4,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 582,71 | | | | 0 | 0 |

# 2. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance technique de la FEMIP au 31 décembre 2013

Tout apport d'assistance technique en faveur d'un projet est pris en compte dans l'année de signature du projet en question au lieu d'être considéré comme une nouvelle opération dans l'année de signature dudit apport.

| Opérations signées en 2004 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Algérie | Création d'une société de capital-développement (SCD) : représentation BEI au comité de pilotage de la SCD | Sonatrach | 50 |
| Algérie | Unité de réalisation de projet | Agence nationale des autoroutes (ANA) | 851 |
| Algérie | Reconstruction après tremblement de terre – Unité de réalisation de projet | Ministère des finances | 1 373 |
| Algérie | Reconstruction après tremblement de terre – Appui aux agences de contrôle technique | Ministère des finances | 570 |
| Égypte | Remise en état de stations de pompage | République arabe d'Égypte | 780 |
| Liban | Création d'un fonds d'investissement | Banque Byblos s.a.l. | 200 |
| Maroc | Secteur financier – Étude juridique | Caisse de dépôt et de gestion | 48 |
| Opération régionale | Privatisation et partenariats public-privé au Maghreb | BEI | 198 |
| Syrie | Assistance technique pour le port de Tartous – Phase I | Ministère des transports | 110 |
| Syrie | Assistance technique pour le port de Tartous – Phase II – AT pour l'évaluation des offres | Ministère des transports | 200 |
| Syrie | PME du secteur privé | Ministère de l'économie et du commerce extérieur | 2 895 |
| Syrie | Inspection des équipements médicaux avant expédition par bateau | Ministère de la santé | 100 |
| Tunisie | Couverture du risque de change (Fonds de péréquation des changes) | Ministère des finances | 160 |
| Tunisie | Mission d'évaluation des projets de l'Office national d'assainissement (ONAS) financés par la BEI | ONAS | 779 |
| Tunisie | Création du premier fonds d'amorçage | Ministère des finances | 199 |
| Total | | | 8 513 |

| Opérations signées en 2005 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Algérie | Agence nationale des autoroutes – UGP | Agence nationale des autoroutes (ANA) | 2 996 |
| Algérie | Redéfinition du plan de gestion des déchets solides municipaux pour la ville de Bouira et identification de l'appui technique et des besoins de formation au niveau national | Ministère de l'environnement | 149 |
| Égypte | Étude d'optimisation des taxes sur les plus-values | Groupe égyptien des sociétés d'électricité | 114 |
| Égypte | AT à la banque d'aide aux exportations | Export Development Bank of Egypt | 198 |
| Égypte | AT à la Banque nationale d'Égypte | Banque nationale d'Égypte | 200 |
| Égypte | Programme de renforcement des capacités du secteur financier en Égypte | Banques égyptiennes, fonds de capital-investissement et autres institutions financières | 2 201 |
| Liban | Assistance technique pour la construction d'autoroutes au Liban | Conseil pour le développement et la reconstruction | 1 249 |
| Liban | Unité de gestion pour le projet « Assainissement du sud Liban » | Conseil pour le développement et la reconstruction | 1 211 |
| Maroc | Unité de gestion de projet d'assainissement liquide | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda | 1 000 |
| Maroc | Programme de rénovation et de réorganisation des hôpitaux au Royaume du Maroc – Modernisation de la gestion hospitalière | Ministère de la santé | 199 |
| Maroc | Régie autonome multi-services Agadir – Actualisation schéma directeur, horizon 2025 | Régie autonome multi-services d'Agadir | 195 |
| Maroc | Régie autonome multi-services Agadir – Étude de faisabilité sur la réutilisation des eaux usées | Régie autonome multi-services d'Agadir | 195 |
| Maroc | Oujda – Évaluation de l'impact environnemental | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda | 174 |
| Maroc | Assainissement Agadir – Lutte contre les problèmes d'odeur et de corrosion provoqués par la production du gaz H2S | Régie autonome multi-services d'Agadir | 79 |
| Maroc | Analyse des émissions atmosphériques de la centrale de Mohammedia et recommandations d'amélioration | Office national de l'électricité | 195 |
| Maroc | Formation des régies phase I – Gestion d'entreprise | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda | 100 |
| Maroc | Régies Safi – Étude d'impact environnemental et conseils d'adaptation des planifications | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Safi | 196 |
| Syrie | Étude de préfaisabilité pour le projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales près de Zabadini | Ministère du logement | 199 |
| Syrie | Étude de préfaisabilité pour le projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales près de Damas | Ministère du logement | 200 |
| Syrie | Préparation du projet Damascus Industrial City et traitement des eaux usées et industrielles | Ministère du logement | 200 |
| Syrie | Étude de faisabilité en vue de mettre au point de nouveaux moyens de financement des investissements du secteur privé | Ministère des finances | 496 |
| Tunisie | Unité de gestion de projet – Société d'étude et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax (SEACNVS) | Société d'étude et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax | 2 412 |
| Tunisie | Supervision des travaux – Société d'étude et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax | Société d'étude et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax | 2 556 |
| Tunisie | Assistance technique à la mise en place et au développement de cinq technopôles en Tunisie | Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la technologie | 2 088 |
| Total | | | 18 802 |

| Opérations signées en 2006 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Algérie | Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets municipaux dans la Wilaya d'Oran | Ministère de l'environnement | 199 |
| Égypte | Financement du secteur privé en Égypte – Identification des lacunes et potentiel d'opérations à capital-risque | Ministère des finances | 137 |
| Égypte | Assistance technique pour la réalisation du deuxième projet de lutte contre la pollution en Égypte (EPAP II) | Agence égyptienne pour l'environnement | 200 |
| Jordanie | Étude de faisabilité concernant les phases 2 et 3 du contournement routier d'Amman | Ministère du logement et des travaux publics | 2 000 |
| Liban | Appui opérationnel à la mise en place d'un nouveau fonds de capital-investissement | Banque Byblos s.a.l. | 166 |
| Maroc | Étude tarifaire de l'assainissement d'Oujda | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda | 75 |
| Maroc | Infrastructures de logement social – Assistance technique à la holding Al Omrane | Ministère du logement et de l'urbanisme | 3 429 |
| Maroc | Étude de microfinance au Maroc | Ministère des finances | 5 |
| Maroc | Cahier des charges pour le projet d'étude du secteur de la santé | Ministère de la santé | 180 |
| Maroc | Assistance technique à la direction des routes et de la circulation routière (DRCR) pour le deuxième programme national des routes rurales (PNRR2) | DRCR | 1 484 |
| Opération régionale | Financement du secteur privé au Maroc et en Tunisie – Identification des lacunes et potentiel d'opérations à capital-risque | Ministère des finances | 183 |
| Opération régionale | Étude de microfinance en Égypte, Gaza et Cisjordanie, Jordanie, Liban et Syrie – Identification des instruments appropriés | Ministère des finances | 200 |
| Opération régionale | Microfinance en Algérie, Maroc et Tunisie – Identification des instruments appropriés | Ministère des finances | 147 |
| Opération régionale | Examen à mi-parcours du fonds d'assistance technique de la FEMIP | Commission européenne, BEI | 165 |
| Syrie | Étude tarifaire pour le secteur de l'eau en Syrie | Ministère du logement et du bâtiment | 142 |
| Syrie | Projet d'eau et d'assainissement des zones rurales de Damas – Étude hydrogéologique | Ministère de l'environnement et des administrations locales | 178 |
| Syrie | Examen et évaluation des besoins futurs pour les soins oncologiques | Ministère de la santé | 140 |
| Syrie | Assistance technique pour le projet port de Tartous | Ministère des transports | 1 025 |
| Syrie | Appui à l'unité de gestion de projet auprès de Syrian Telecom Establishment | Organisme syrien des télécommunications | 3 000 |
| Syrie | Étude de faisabilité en vue de mettre au point de nouveaux moyens de financement des investissements du secteur privé – Phase II | Ministère des finances | 1 004 |
| Tunisie | Formation offerte aux PDG des SICAR tunisiennes recevant un prêt conditionnel « Appui au secteur privé » au titre du fonds de capital à risque | Tunisie SICAR | 98 |
| Tunisie | AT au secteur financier tunisien pour les projets de financement des PME – Phase I élaboration du cahier des charges | Intermédiaires financiers | 30 |
| Tunisie | Programme d'assistance technique aux intermédiaires financiers de la BEI en Tunisie | Intermédiaires financiers | 1 110 |
| Tunisie | Renforcement d'ENDA | ENDA | 200 |
| Total | | | 15 497 |

| Opérations signées en 2007 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Égypte | Réalisation du projet EPAP II | Agence égyptienne pour l'environnement | 2 771 |
| Jordanie | Étude du plan directeur pour le couloir de développement d'Amman | Ministère des travaux publics | 1 998 |
| Jordanie | Étude de faisabilité pour la mise en place d'un fonds d'amorçage et de capital-risque | Ministère de la planification et de la coopération internationale | 199 |
| Maroc | Projet santé – Préparation de projets de réfection d'établissements hospitaliers | Ministère de la santé | 1 000 |
| Maroc | Projet santé – Étude d'impact environnemental | Ministère de la santé | 194 |
| Maroc | Étude d'impact environnemental pour les projets hydrauliques ONE II | Office national de l'électricité | 176 |
| Maroc | Assainissement Beni Mellal – Études d'impact environnemental et de dépollution industrielle | Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité du Tadla | 192 |
| Maroc | Assainissement Agadir – Récupération et valorisation du biogaz | Régie autonome multi-services d'Agadir | 50 |
| Maroc | Réutilisation des eaux usées et des boues résiduaires de Settat | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de la Chaouia | 169 |
| Maroc | Fonds mezzanine | Fonds CapMezzanine | 195 |
| Maroc | Projet d'assainissement du bassin du Sebou – Étude sur la volonté de payer | Office national de l'eau potable | 198 |
| Opération régionale | Horizon 2020 – Élaboration d'un programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MEHSIP) | BEI | 198 |
| Syrie | ADRA cité industrielle | Ministère des collectivités locales et de l'environnement | 70 |
| Syrie | Projet d'adduction d'eau et d'assainissement dans les zones rurales de Damas – Développement institutionnel et évolution organisationnelle | Ministère des collectivités locales et de l'environnement | 3 401 |
| Syrie | Projet d'adduction d'eau et d'assainissement dans les zones rurales de Damas – Appui international à la gestion du projet | Ministère des collectivités locales et de l'environnement | 3 903 |
| Syrie | Ligne verte du métro de Damas – Étude des options possibles pour sa réalisation | Municipalité de Damas | 2 468 |
| Syrie | AT aux projets de distribution et de transport d'électricité | Organisme public pour la production et le transport d'électricité | 200 |
| Total | | | 17 382 |

| Opérations signées en 2008 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Maroc | Assainissement du bassin du Sebou – Assistance technique à l'unité de gestion de projet (UGP) | Office national de l'eau potable | 1 391 |
| Maroc | Construction d'une nouvelle aérogare à l'aéroport Marrakech-Menara – Étude de faisabilité et étude de cadrage environnemental et social | Office national des aéroports | 162 |
| Maroc | Assainissement du bassin du Sebou – Appui à la planification et la prise en charge du service d'assainissement de centres urbains | Office national de l'eau potable | 1 048 |
| Maroc | Mise en œuvre du programme d'investissement hospitalier | Ministère de la santé | 6 695 |
| Palestine | AT pour la modernisation des réseaux électriques | Autorité nationale palestinienne pour l'énergie et les ressources naturelles (PENRA) | 200 |
| Syrie | Soutien à la stratégie nationale de la Syrie en matière de lutte contre le cancer : études de faisabilité concernant les centres oncologiques d'Alep et de Homs | Ministère de la santé | 1 554 |
| Syrie | Assistance technique dans le cadre du deuxième prêt global en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) | Ministère des finances | 200 |
| Syrie | Ligne de crédit II pour les PME | Intermédiaires financiers | 2 800 |
| Total | | | 14 050 |

| Opérations signées en 2009 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Maroc | Fonds capital carbone Maroc | ACASA | 83 |
| Maroc | Étude économique : ligne à grande vitesse Kenitra-Tanger | Office national des chemins de fer | 199 |
| Maroc | Assistance technique à l'ONE pour la réalisation du projet d'économie d'énergie « audit Optima » | Office national de l'électricité | 179 |
| Maroc | Audit de sécurité routière – Projet ADM VI | Société nationale des autoroutes du Maroc | 75 |
| Opération régionale | Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP) – Mécanisme de préparation et de mise en œuvre des projets | BEI | 6 198 |
| Syrie | AT pour des établissements de soins de santé | Ministère de la santé | 233 |
| Syrie | AT pour la préparation d'un projet d'adduction d'eau et d'assainissement dans la ville de Banias | Ministère du logement et du bâtiment | 200 |
| Syrie | Projet d'adduction d'eau et d'assainissement dans les zones rurales d'Alep | Ministère du logement et du bâtiment et Société de l'eau et de l'assainissement d'Alep | 2 137 |
| Tunisie | Assistance à la mise en œuvre du projet d'investissement ONAS IV et du programme d'assistance technique | Office national de l'assainissement | 2 535 |
| Tunisie | AT à la Société Tunisie Autoroutes (STA) pour l'autoroute Sfax-Gabès | Société Tunisie Autoroutes (STA) | 35 |
| Total | | | 11 874 |

| Opérations signées en 2010 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Égypte | Projet de transport d'électricité en Égypte – Conseil technique à court terme | COWI | 195 |
| Jordanie | Services de conseil pour l'étude de faisabilité relative au projet d'appui opérationnel de Miyahuna | Royaume hachémite de Jordanie | 180 |
| Maroc | Projet dans le secteur de la santé – Aspects organisationnels | Ministère de la santé du Maroc | 1 924 |
| Syrie | AT pour la réalisation du projet d'infrastructures municipales et environnementales en Syrie | Ministères des collectivités locales et de l'environnement | 3 907 |
| Syrie | Appui à l'unité de réalisation du projet de centrale électrique de Deir Ali II | Organisme public pour la production et le transport de l'électricité | 3 606 |
| Tunisie | Étude d'actualisation du plan directeur d'assainissement du Grand Tunis | Office national de l'assainissement | 1 163 |
| Tunisie | AT à la Société Tunisie Autoroutes (STA) | Société Tunisie Autoroutes (STA) | 915 |
| Total | | | 11 890 |

| Opérations signées en 2011 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Liban | AT à l'appui du projet relatif à l'eau et à l'assainissement dans le sud du Liban | République du Liban – Conseil pour le développement et la reconstruction | 850 |
| Liban | Étude de faisabilité pour un mécanisme de financement en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables | Banque du Liban | 115 |
| Maroc | Étude environnementale stratégique ONEP – Programme d'assainissement | Office national de l'eau potable | 131 |
| Jordanie | Étude de faisabilité pour Miyhuna (MOSP) 2 | Royaume hachémite de Jordanie | 187 |
| Tunisie | Étude pour les autoroutes de Kairouan, Sidi Bouzid, Kasserine et Gafsa | République de Tunisie | 3 960 |
| Tunisie | Étude de faisabilité pour le périphérique du Grand Tunis | République de Tunisie | 2 110 |
| Tunisie | AT en faveur de STA concernant des péages | Société Tunisie Autoroutes | 146 |
| Tunisie | Étude de faisabilité TCSP à Sfax | République de Tunisie | 545 |
| Total | | | 8 044 |

| Opérations signées en 2012 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Égypte | Cadre stratégique pour les réinstallations et plan de réinstallation pour le projet Cairo Metro Line 3 (Phase 3) | Autorité nationale des tunnels | 795 |
| Tunisie | Étude pilote pour un projet d'appui au développement des régions de l'intérieur pour la mise en place de complexes industriels et technologiques (CIT) et du développement de Cyber Parks (essaimage du technopôle d'El Ghazala) | Contrepartie à déterminer | 61 |
| Tunisie | L'amélioration de la sécurité sur le réseau routier tunisien | Ministère de l'Equipement, de l'Habitat | 170 |
| Tunisie | Opportunités de diversification de l'approvisionnement en gaz naturel | Office National d'Électricité | 155 |
| Total | | | 1181 |

| Opérations signées en 2013 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Maroc | Assistance technique à l'Unité centrale de gestion du projet (UCGP) de modernisation de l'agriculture irriguée dans les périmètres du Gharb, du Haouz et du Souss Massa (Programme national d'économie d'eau en irrigation - PNEEI-Tranche 3) | Ministère de l'agriculture | 1 249 |
| Palestine | Assistance technique pour la réalisation du projet de remise à niveau du réseau électrique | Autorité nationale palestinienne pour l'énergie et les ressources naturelles | 990 |
| Palestine | Assistance à l'Autorité palestinienne de l'eau pour la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer pour la bande de Gaza (Phase A) | Autorité palestinienne de l'eau | 2 379 |
| Palestine | Schéma directeur des routes et des transports | Autorité nationale palestinienne | 1 600 |
| Tunisie | Elaboration des schémas directeurs d'assainissement dans les gouvernorats de Sousse, Madhia, Sfax, Gabès, Médenine et Gafsa | ONAS | 960 |
| Tunisie | Étude de faisabilité d'une liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte | Direction générale des ponts et chaussées (DGPC), Ministère de l'équipement | 2 049 |
| Total | | | 9 237 |

# 3. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP au 31 décembre 2013

| Pays | Nom de l'opération | Budget en milliers d'EUR | Date d'approbation par l'assemblée des donateurs du FFF | Secteur | Type d'opération |
|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | Examen de l'accès des petites entreprises à des formes viables de financement extérieur | 195 | Mai 2005 | Finance | Étude |
| Égypte | Étude de réalisation pour la préparation de projets dans le cadre du « Programme de développement local intégré et durable (ISCDP) » | 200 | Avril 2011 | Aménagement urbain | Étude |
| Jordanie | Étude relative à un plan directeur pour les autoroutes | 2 093 | Septembre 2008 | Transports | AT |
| Jordanie | Fonds d'investissement pour la croissance de la Jordanie | 5 000 | Septembre 2010 | Finance | Capital-investiss. |
| Maroc | Épargne à long terme | 180 | Novembre 2005 | Finance | Étude |
| Maroc | Gestion et exploitation, sur le mode du secteur privé, des systèmes publics d'irrigation dans les pays bénéficiaires de la FEMIP : mise au point d'un modèle expérimental au Maroc | 1 000 | Décembre 2006 | Environnement et eau | AT |
| Maroc | Réseau d'incubateurs | 300 | Juin 2009 | PME | AT |
| Maroc | Opération d'aménagement urbain portant sur la médina de Meknès | 400 | Décembre 2009 | Aménagement urbain | Étude |
| Maroc | Renforcer la compétitivité pour créer de l'emploi au Maroc | 200 | Juin 2012 | Finance | AT |
| Opération régionale | Amélioration de l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés | 200 | Janvier 2005 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Mécanisme financier à l'appui du développement de projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique | 200 | Mai 2005 | Énergie | Étude |
| Opération régionale | Programmes d'appui au secteur financier – METAC | 500 | Mai 2005 | Finance | AT |
| Opération régionale | Besoins logistiques dans les pays partenaires méditerranéens : potentiel de mise en place d'un réseau de plates-formes logistiques | 597 | Mai 2005 | Transports | Étude |
| Opération régionale | Identification de projets susceptibles de relever du Mécanisme de développement propre dans les pays de la FEMIP | 195 | Mars 2006 | Énergie | Étude |
| Opération régionale | Programme de stages de la FEMIP | 690 | Mars 2006 | Finance et formation | AT |
| Opération régionale | Analyse des stratégies et politiques en matière de tourisme dans les pays bénéficiaires de la FEMIP | 200 | Juillet 2006 | Tourisme | Étude |
| Opération régionale | Examen de l'offre de services existante en matière de financement des échanges commerciaux euro-méditerranéens | 80 | Juillet 2006 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Potentiel de production de biocarburant | 199 | Décembre 2006 | Énergie | Étude |
| Opération régionale | Identification et suppression des obstacles à une utilisation accrue des eaux usées dans l'agriculture | 200 | Mars 2007 | Environnement et eau | Étude |
| Opération régionale | Programme d'études associé au Plan bleu | 180 | Mars 2007 | Énergie et environnement | Étude |
| Opération régionale | Étude sur l'impact économique et social de la microfinance | 70 | Novembre 2007 | Microfinance | Étude |
| Opération régionale | Stratégies pour la revitalisation des médinas en Méditerranée | 185 | Novembre 2007 | Aménagement urbain | Étude |
| Opération régionale | Guichet de diffusion des études du FFF | 450 | Mars 2008 | Tous secteurs | Séminaires |
| Opération régionale | Programmes d'appui au secteur financier – METAC II | 500 | Mars 2008 | Finance | AT |
| Opération régionale | Cadre juridique des PPP dans les pays de la FEMIP | 750 | Mars 2008 | Tous secteurs | Étude |
| Opération régionale | Programme d'études associé au Plan bleu | 850 | Septembre 2008 | Énergie et tourisme | AT |
| Opération régionale | Initiative pour le développement des entreprises en Méditerranée | 199 | Avril 2009 | PME | Étude |
| Opération régionale | Partenariat renforcé avec le FEMISE | 400 | Avril 2009 | Tous secteurs | Étude |
| Opération régionale | Plan solaire méditerranéen | 189 | Avril 2009 | Énergie | Étude |
| Opération régionale | Centre multipartenaire de formation et de mise en réseau | 500 | Avril 2009 | Tous secteurs | Étude |
| Opération régionale | Accès au haut débit pour les pays de la FEMIP | 500 | Avril 2010 | TIC | Étude |
| Opération régionale | Réseau de plateformes logistiques euro-méditerranéennes LOGISMED | 1 000 | Avril 2010 | Transports | Étude |
| Opération régionale | Autoroutes maritimes | 195 | Octobre 2010 | Transports | Étude |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Opération régionale | Programme d'investissement « Médinas 2030 » | 400 | Avril 2011 | Aménagement urbain | AT |
| Opération régionale | Programme de préparation de projets liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables en zone urbaine dans les pays partenaires méditerranéens | 200 | Avril 2011 | Énergie | AT |
| Opération régionale | Mobilisation du potentiel de fonds d'investissement souverains de pays du Golfe pour les pays partenaires méditerranéens | 230 | Avril 2011 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Services financiers mobiles dans les pays partenaires méditerranéens | 200 | Avril 2011 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Potentiel de la mésofinance pour la création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens | 235 | Avril 2011 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Soutien aux préparatifs du démarrage du Centre euro-méditerranéen des MPME (EMDC) | 250 | Mai 2011 | PME | AT |
| Opération régionale | Mise en œuvre de projets d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets dans le cadre de l'Initiative méditerranéenne de lutte contre les changements climatiques | 200 | Septembre 2011 | Énergie | AT |
| Opération régionale | Programme d'action pour les PPP dans le cadre de la FEMIP | 1 700 | Février 2012 | Tous secteurs | AT |
| Opération régionale | Étude d'identification des projets dans le cadre de l'initiative de financement des projets urbains dans le bassin méditerranéen | 250 | Février 2012 | Aménagement urbain | AT |
| Opération régionale | Évaluation du potentiel de production d'énergie renouvelable dans les pays partenaires méditerranéens | 75 | Février 2012 | Énergie | Étude |
| Opération régionale | Renforcement des incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays partenaires méditerranéens | 75 | Février 2012 | PME | Étude |
| Opération régionale | Renforcement des capacités dans les pays partenaires méditerranéens : le programme de stages FEMIP (deuxième prolongation) | 400 | Février 2012 | Finance/Formation | AT |
| Opération régionale | Étude des incidences sur l'emploi des investissements de la Banque européenne d'investissement (BEI) à l'appui des infrastructures dans les pays partenaires méditerranéens (PPM) | 200 | Juin 2012 | Tous secteurs | Étude |
| Opération régionale | Étude sur l'intermédiation bancaire pour les MPME dans les pays de la FEMIP | 450 | Décembre 2012 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Initiative « Space for Med » avec l'Agence spatiale européenne (ESA) | 500 | Juin 2012 | Tous secteurs | AT |
| Opération régionale | Assistance technique pour la production du cahier des charges pour la facilitation de l'accès des PME aux marchés de capital de croissance via des Bourses dédiées aux PME (initiative SMEx) | 50 | Août 2013 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Programme de détachement de la BEI-FEMIP | 500 | Janvier 2013 | Finance/Formation | AT |
| Opération régionale | Soutien à la diffusion des activités financées par le Fonds fiduciaire de la FEMIP dans la région | 35 | Février 2013 | Tous secteurs | AT |
| Opération régionale | Renforcement de la coopération avec les agences bilatérales et les banques publiques européennes dans le cadre d'initiatives conjointes dans les pays partenaires méditerranéens | 300 | Mars 2013 | Tous secteurs | AT |
| Opération régionale | Programme PACEIM | 37 | Octobre 2013 | Capital humain | Étude |
| Palestine | Middle East Venture Capital Fund | 5 000 | Octobre 2009 | TIC | Capital-investiss. |
| Palestine | Assistance technique à l'incubateur palestinien d'entreprises spécialisées dans les TIC | 195 | Avril 2010 | TIC | AT |
| Tunisie | Création d'un fonds de capital d'amorçage | 2 000 | Juillet 2006 | Finance | Capital-investiss. |
| Tunisie | TA relative à la création d'un fonds de capital d'amorçage | 125 | Juillet 2006 | Finance | AT |
| Tunisie | Adaptation de produits financiers aux envois de fonds des travailleurs émigrés | 490 | Juin 2008 | Finance | AT |
| Tunisie | Mise en place d'un réseau d'investisseurs providentiels | 160 | Juin 2009 | PME | AT |
| Tunisie | Réforme démocratique et développement économique en Tunisie : identification des priorités en matière de création d'emplois et de croissance | 200 | Avril 2011 | Finance | AT |
| Tunisie | Renforcement de la réglementation et des compétences institutionnelles relatives au capital-investissement en Tunisie | 100 | Septembre 2011 | Finance | AT |
| Tunisie | Renforcement des capacités dans le secteur de la microfinance (MicroMED) | 4 000 | Février 2012 | Finance | AT |
| Total volume | | 37 154 | | | |

# 4. Glossaire

| | |
|---|---|
| AECID | Agencia española de cooperación internacional para el desarrollo (Agence espagnole de coopération internationale pour le développement) |
| ACAD | Centre arabe pour le développement agricole |
| AFD | Agence française de développement |
| ANASE - 5 | Association des nations de l'Asie du Sud-Est |
| ASCAME | Association des chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes |
| AT | assistance technique |
| BEI | Banque européenne d'investissement |
| BERD | Banque européenne pour la reconstruction et le développement |
| CCG | Conseil de coopération du Golfe |
| CDC | Caisse des dépôts et consignations |
| CDP | Cassa Depositi e Prestiti SpA |
| CE | Commission européenne |
| CEI | Communauté des États indépendants |
| CMI | Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée |
| EAB | Europe Arab Bank |
| EKF | Eksport Kredit Fonden |
| EPEC | Centre européen d'expertise en matière de PPP |
| EUR | euro |
| FAFI | Facilité arabe de financement des infrastructures |
| FCM | Finances & Conseil Méditerranée |
| FEMIP | Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat |
| FFF | Fonds fiduciaire de la FEMIP |
| FIV | Facilité d'investissement pour le voisinage |
| FMO | Banque néerlandaise de développement |
| Fondep | Fondation pour le développement local et le partenariat |
| GIZ | Agence allemande pour la coopération internationale |
| IDE | investissement direct étranger |
| IDR | initiative de délégation réciproque |
| IEVP | Instrument européen de voisinage et de partenariat |
| IEFD | institutions européennes de financement du développement |
| IFC | Société financière internationale |
| IFI | institutions financières internationales |
| IMF | institutions de microfinance |
| ISESCO | Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture |
| KfW | Kreditanstalt für Wiederaufbau |
| MAD | dirham marocain |
| MeHSIP-PPIF | Mediterranean Hot Spots Investment Programme – Project Preparation and Implementation Facility : Mécanisme de préparation et de mise en œuvre des projets du programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée |
| MENA | Moyen-Orient et Afrique du Nord |
| MPME | Microentreprises et petites et moyennes entreprises |
| OACI | Organisation de l'aviation civile internationale |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| OCEMO | Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient |
| OFID | OPEC Fund for International Development |
| ONG | organisation non gouvernementale |
| PACEIM | Programme d'aide à la création d'entreprises innovantes en Méditerranée |
| PIB | produit intérieur brut |
| PME | petites et moyennes entreprises |
| PPM | pays partenaires méditerranéens (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie et Tunisie) |
| PPP | partenariat public-privé |
| RDI | recherche-développement et innovation |
| REM | cadre de mesure des résultats |
| SEAE | Service européen d'action extérieure |
| SNAP-T | Programme de conseil pour le secteur des transports dans les pays voisins du Sud |
| UE | Union européenne |
| UpM | Union pour la Méditerranée |
| USD | Dollar américain |

MIXTE
Papier issu de sources responsables
FSC® C103749
www.fsc.org

While material appearing in this report may be freely reproduced, the EIB would appreciate an acknowledgement and press clipping.

Photographies et illustrations:
© EIB Photolibrary
© KfW Bildarchiv/ Fotograf: Bernhard Schurian
© ADB/BAD
© KfW Bildarchiv
© EU Neighborhood Info Centre – photographe Safi Naciri
© Metro Cairo
© 2009-12 PPCE Inc
© Visit Jordan
© Microworld

Layout: EIB GraphicTeam.

Printed by Imprimerie Centrale on Condat Silk paper using vegetable oil-based inks. Certified in accordance with Forest Stewardship Council (FSC) rules, the paper consists of 100% virgin fibre (of which at least 50% from well-managed forests).

Groupe
Banque européenne
d'investissement

# Rapport annuel de la FEMIP 2013

www.bei.org/femip


**Bureau d'information**
Département Responsabilité d'entreprise
et communication
+352 4379-22000
+352 4379-62000
info@bei.org

**Banque européenne d'investissement**
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
+352 4379-1
+352 437704
www.bei.org/femip

**Bureaux extérieurs**

**Égypte**
6, Boulos Hanna Street
Dokki, Giza
12311 Le Caire
+20 233333250
+20 233366584
cairo@eib.org

**Maroc**
Riad Business Center, Aile sud,
Immeuble S3, 4ème étage
Boulevard Er-Riad
10100 Rabat
+212 537565460
+212 537565393
rabat@eib.org

**Tunisie**
70, avenue Mohamed V
TN-1002 Tunis
+216 71118900
+216 71280998
tunis@eib.org


© EIB – 06/2014 – QH-AH-14-001-FR-C – ISBN 978-92-861-2029-9 – ISSN 1830-3846 – doi:10.2867/5578 – © EIB GraphicTeam